IDA METT

LE PAYSAN RUSSE DANS LA REVOLUTION ET LA POST-REVOLUTION

SPARTACUS

Ida METT

LE PAYSAN RUSSE DANS LA REVOLUTION ET LA POST-REVOLUTION

SPARTACUS
René LEFEUVRE
— PARIS —

SOMMAIRE

Page

Du servage à la révolution 5
Les conceptions agraires des populistes 7
L'Obchtchina et les marxistes 10
Les marxistes et le rôle de la paysannerie 11
La réforme de Stolypine 15
La situation des paysans au début du XX^e siècle 17
Evolution de l'économie paysanne 18
L'essor des coopératives 20
La paysannerie dans la révolution de Février et d'Octobre 21
Le bolchéviks et le partage des terres 23
Après la prise du pouvoir par les bolchéviks 25
Les comités de paysans pauvres 25
Le communisme de guerre à la campagne 26
Les fondements socialistes selon Lénine 28
Famine générale et détresse paysanne 30
La Nouvelle Politique Economique (N.E.P.) 32
Après la destruction des coopératives 33
La collectivisation forcée 35
Mesures économiques et buts politiques 37
De la collectivisation à la famine 38
L'opposition à la collectivisation 42
Opposition « de droite » et « de gauche » 44
Trotsky et la collectivisation 46
La structure des kolkhozes 49
Production individuelle et production collective 50
L'administration des kolkhozes 53
Le statut kolkhozien de 1935 54
Les paysans pendant la guerre de 1939-1945 55
L'après-guerre : les agrovilles 57
Les plans de transplantation forcée sont-ils abandonnés ? .. 58
Après la mort de Staline 60
L'expérience des terres vierges 62
Une certaine libéralisation 64
La situation après Khrouchtchev 68
Et maintenant ? 71
La nomenclatoura, nouvelle noblesse ? 71
Deux sous d'espoir ? 72
Perspectives 73

50 ans après la révolution

Un demi-siècle après, il n'est pas inutile de poser la question : pourquoi et pour qui eut lieu la révolution russe de 1917 ?

En effet, durant la longue époque de préparation idéologique et morale de cette révolution, il ne fut jamais question de la puissance de l'Etat russe comme l'un des objectifs à atteindre. Au contraire, les idéologues de toutes les tendances socialistes de Russie se considéraient comme des adversaires de la politique d'expansion et de domination de l'Empire russe.

Il n'était pas question non plus d'atteindre et de dépasser les autres Etats et continents, ni économiquement, ni militairement. Il était, par contre, naïvement parlant, question du bien-être et du bonheur du peuple. Et en parlant du peuple, on voulait surtout dire, à cette époque, le paysan, qui constituait 75 % de la population. Or qu'est devenu cet « état-classe » de la paysannerie durant ce demi-siècle de révolution et de post-révolution ?

Etait-il en effet historiquement utile et justifié que la paysannerie russe, avec la participation active de laquelle commença et s'approfondit la révolution, soit asservie à une hypothétique dictature du prolétariat qui n'a en réalité jamais existé ?

Les traditions séculaires des paysans, leur attachement à la collectivité, le « mir », leurs qualités morales, leur culture artistique et poétique, leurs croyances, naïves et pures, étaient-ils vraiment inutiles ou même nocifs lors de la création de la nouvelle société ?

Or, en réalité, ni la paysannerie, ni la classe ouvrière n'ont participé réellement à la création de la société post-révolutionnaire parce que la conception bolchevisto-léniniste du socialisme leur enleva très tôt toute possibilité d'intervention démocratique correctrice. Le parti seul croyait tout savoir, voulait tout faire seul, en subordonnant toute la vie du pays à l'Etat omnipotent. De sorte que l'Etat bureaucratique sans contrôle public aucun, et le régime soviétique de nos jours sont l'œuvre uniquement du parti de Lénine et de ses épigones.

Quant à la vieille discussion entre le populisme et le marxisme, elle est plus que jamais actuelle et non seulement pour la Russie, mais pour d'autres pays et d'autres continents.

La paysannerie, non seulement en Russie, mais dans le monde entier, est-elle économiquement, politiquement et culturellement une classe utile et créatrice, ou faut-il la faire subjuguer ou même la faire disparaître, pour créer une société socialiste ?

Voici les questions qui, à travers la Russie, se posent au monde entier.

Du servage à la révolution

Aperçu historique

Pour mieux comprendre l'histoire récente de la paysannerie russe, il est utile de faire une petite incursion dans l'histoire plus éloignée qui nous donnera la possibilité de voir le rôle important que la paysannerie a joué dans la formation même du pays et de l'Etat : « *Dans l'histoire de la Russie,* dit le professeur Pierre Pascal (*), *le personnage essentiel, c'est le paysan. Cultivateurs, chasseurs et pêcheurs, au recensement de 1897, forment encore les trois-quarts de la population. Il semble n'être qu'un objet passif de l'histoire, il est le seul support réel de l'édifice toujours plus écrasant de l'Etat russe, le perpétuel souffre-douleur de tous les régimes. Mais, à y regarder de près,* continue P. Pascal, *il n'est pas que cela : à cause de sa masse, son bien-être relatif ou sa misère ne tardent pas à faire la grandeur ou la faiblesse du pays ; il n'est guère de mesures importantes qui ne soient inspirées par la considération de son état ; il n'est pas de grands tourments dans la vie nationale qui ne trouvent en lui leur explication.* »

Et en effet, durant le demi-siècle qui s'est écoulé depuis 1917, la politique envers le paysan n'a cessé d'influencer la vie et la politique du pays tout entier.

Rappelons que la révolution de 1917 eut lieu juste 56 ans après l'abolition du servage, lequel a duré en Russie environ quatre siècles, et ce sont les conditions dans lesquelles cette abolition eut lieu, ainsi que ses vestiges, qui se perpétuèrent durant plus d'un demi-siècle, qui ont influencé toute l'histoire de la Russie avant et après la révolution. Voyons donc dans quelles conditions se sont trouvés les paysans russes au moment de l'abolition du servage.

D'après l'acte gouvernemental du 19 février 1861, les paysans serfs étaient déclarés :

1° individuellement libres sans rachat ;

(*) « Les paysans dans l'histoire de la Russie », par P. PASCAL, Revue historique, t. CLXXIII, 1934.

2° les paysans recevaient de la terre à usage permanent ;
3° les lots de terre étaient déterminés par accord entre paysans et propriétaires fonciers ;
4° les paysans, en recevant la terre à usage permanent, devaient la payer par leur travail ou en argent. En attendant d'avoir payé cette terre, ils restaient « provisoirement obligés » ;
5° en attendant le rachat complet, le seigneur avait un droit de surveillance ;
6° en sortant de la dépendance du servage, les paysans devaient se grouper dans les *« obchtchinas »*, sortes de communautés rurales.

Chaque paysan, s'il était chef d'un foyer, était membre de l' « obchtchina » ; il y avait sa voix, mais était en même temps lié par la majorité des voix des autres membres de cette obchtchina aussi bien au point de vue de la terre qu'au point de vue individuel. Toute la vie paysanne était conditionnée par cette forme de possession agraire qui était non pas individuelle, mais familiale. A la base de l'obchtchina se trouvait un système de partage égalitaire des terres, ce qui mettait chaque membre de la communauté dans les mêmes conditions d'utilisation de terres de qualités différentes. Au fur et à mesure de l'augmentation de la population paysanne, il y eut de nouveaux partages et les lots de chacun diminuèrent. Le paysan ne pouvait pas librement disposer de son lot, même de la partie où se trouvaient sa maison et son enclos. Il ne pouvait non plus quitter la communauté à sa guise. Seuls les paysans qui n'avaient pas de lot ou qui se trouvaient être de trop dans leur famille, pouvaient quitter la communauté ; mais là aussi, ils devaient avoir la permission du chef de la famille et de la communauté entière qui lui délivraient un passeport, c'est-à-dire la possibilité de se déplacer à travers le pays.

La dépendance économique s'exprimait dans le principe de la « krougovaïa porouka » (responsabilité collective) qui concernait non seulement les impôts, mais aussi les paiements pour le rachat des terres reçues pour son usage par chaque foyer paysan. Le prix de cette terre était remboursé aux propriétaires par l'Etat, qui devait être remboursé par le paysan au cours d'une période donnée. C'est l'obchtchina qui était solidairement responsable de cette dette.

Ainsi l'obchtchina ou la communauté paysanne présentait pour le serf affranchi une nouvelle forme de dépendance, une nouvelle forme de dépendance égalitaire qui pouvait, selon une partie de l'opinion publique russe d'alors, se transformer en une unité du futur socialisme paysan et préserver le pays entier de la phase capitaliste du développement économique.

Les conceptions agraires des populistes

C'est au début des années soixante du XIX^e^ siècle, que l'intelligentsia révolutionnaire russe commença la lutte dans l'intérêt de la paysannerie. Ce fut Herzen qui le premier qualifia l'obchtchina de cellule socialiste et le paysan russe de socialiste inné, capable par ses propres forces de créer le socialisme en Russie. Ces idées furent développées dans la revue *« Kolokol »* (Cloche), éditée à Londres, qui avait une forte influence sur les intellectuels russes des années 60. Ce fut Herzen qui lança le premier le mot d'ordre *« Terre et Liberté »*.

« Kolokol » publia le programme agraire suivant : *« Déclarer que tous les paysans sont libres avec la terre qu'ils possèdent actuellement. Ceux qui n'ont pas de terre, tels les paysans employés en tant que domestiques des seigneurs et ceux travaillant à l'usine, doivent recevoir un lot de terre pris dans celles de l'Etat. Ceux des paysans seigneuriaux qui n'ont pas assez de terre, doivent en recevoir sur le compte des terres seigneuriales ou des hameaux, de façon qu'aucun paysan ne reste sans une quantité suffisante de terre. Les paysans doivent posséder la terre en commun. Et quand, dans une pareille obchtchina, il y aurait trop de monde, on devrait donner à une telle communauté des terres prélevées sur celles utilisables, encore disponibles* (voir *« Kolokol »*, éd. 4, 1861, n° 102, p. 2).

Après Herzen, N. Tchernychevsky se déclare pour l'obchtchina. Il pensait que l'obchtchina pouvait servir de base au développement socialiste dans la campagne russe, à condition d'abolir la possession seigneuriale des terres et d'installer une république démocratique. Il se déclara partisan de la formule suivante : *« Propriété d'Etat avec possession par l'obchtchina »* (v. Tchernychevsky, œuvres complètes, t. IV Goslitizdat, 1948, p. 434).

Mais Tchernychevsky allait plus loin ; il considérait qu'en s'appuyant sur l'obchtchina, la Russie pouvait échapper à la phase capitaliste et aller directement vers le socialisme. *« Nous voulons que la terre appartienne non à une personne, mais au pays ; que chaque communauté ait son lot, qu'il n'existe pas de possesseurs individuels, qu'on ne puisse pas vendre la terre comme on vend des pommes de terre et des choux, que chaque citoyen, quel qu'il soit, puisse devenir membre de la communauté agraire, c'est-à-dire qu'il puisse s'insérer dans la communauté existante, ou que chaque citoyen puisse former une nouvelle obchtchina. Nous voulons conserver le mode de possession de la terre par l'obchtchina, en faisant des redistributions après de grands délais* (voir *Proclamacii chestidesiatych godov*, éd. 1926, p. 53).

Selon les populistes, les communautés devaient se fédérer : *« chaque région doit se composer de communautés agraires, dont tous*

les membres possèdent les mêmes droits. Chaque personne doit nécessairement être inscrite à l'une ou l'autre des communautés. La communauté doit lui donner sa part de terre qu'il peut d'ailleurs refuser ou louer. La terre assignée à chaque membre de la communauté n'est pas sa possession pour la vie, mais seulement pour un certain nombre d'années, après lesquelles le « mir » (*) refait un partage. Tous les autres biens du membre de la communauté restent intangibles durant sa vie et, après sa mort, deviennent propriété de la communauté » (voir *Proclamacii chestideslatych godov*, p. 65).

L'anarchiste Bakounine était lui aussi partisan de la communauté. Dans la revue « *Narodnoïé Dielo* » qu'il éditait à Genève, dans l'article-programme du premier numéro de l'année 1868, on peut lire : « *La terre appartient seulement à ceux qui la travaillent de leurs mains — aux obchtchinas agraires* ». Dans son ouvrage « *L'Etat et l'Anarchie* », Bakounine souligne que le droit d'utiliser la terre n'appartient pas à l'individu, mais à la communauté entière, au *mir* qui la départage provisoirement entre individus. Bakounine insiste également sur l'autonomie absolue des obchtchinas.

P. Lavrov, également, était pour la possession et l'utilisation de la terre par l'obchtchina à partir de laquelle devait se développer selon lui un régime de socialisme agraire. Dans la revue « *Vperiod* » (En avant) qu'il publiait à l'étranger, il formulait ainsi le programme agraire : « *Pour l'Etat russe, la base spéciale sur laquelle peut se développer l'avenir de la majorité de la population russe dans le sens indiqué par les problèmes communs de notre temps est la paysannerie avec son système communautaire de possession des terres. Développer notre obchtchina dans le sens du travail en commun de la terre et de l'utilisation en commun de la terre, faire du « mir » l'élément politique essentiel du régime politique russe, engloutir dans la propriété communautaire la propriété privée — voilà les buts spécifiquement russes auxquels doit collaborer chaque Russe qui désire le progrès de sa patrie* » (voir *Vperiod*, revue non périodique, t. I, éd. 1873, p. 11).

Un programme analogue fut développé par l'organe des jacobins russes « *Nabat* » (Le Tocsin) qui fut créé et rédigé par P. Tkatchev en 1875. Ce dernier exigeait : *1. La réforme graduelle de l'obchtchina paysanne basée sur le principe de la possession provisoire privée en une obchtchina basée sur le principe de la possession en commun des outils de production et du travail en commun.* (Voir « *Nabat* » 1875, n° 1, pp. 4-5).

(*) Mir : Communauté villageoise.

Mais la propagande révolutionnaire menée parmi les paysans par de jeunes intellectuels enthousiastes aboutit à un échec. Maintenant, cent ans après, on peut se livrer à des conjonctures psychologiques diverses sur les causes de cette défaite. On peut supposer que le paysan russe, qui venait de sortir d'un long servage, était trop peu évolué intellectuellement pour pouvoir généraliser et politiquement juger sa situation sociale, qu'il manquait de perspicacité sociale et ne comprenait pas le langage des jeunes révolutionnaires issus de la noblesse. Il les prenait pour des ennemis de la paysannerie et les dénonçait à la police. Toujours est-il qu'un mur psychologique les séparait, qui influença fortement le mouvement révolutionnaire tout entier et l'organisation populiste « *Terre et Liberté* ». Au congrès de 1879, cette organisation se divisa en deux groupes : « *Narodnïa Volia* » (La volonté du peuple) et « *Tchiorny Perediel* » (Partage des terres). La Narodnaïa Volia abrita ceux qui n'espéraient plus réaliser le socialisme par l'obchtchina, et qui décidèrent d'abattre tout d'abord la monarchie par la terreur. Tandis que les partisans du « *Tchiorny Perediel* » espéraient, par la propagation des idées socialistes, soulever les paysans contre le régime qui les asservissait.

La génération suivante des populistes continua à donner à l'obchtchina une importance capitale. Ainsi le théoricien du populisme Youjakov, comparaît la Russie à une « maison en feu » et proposait comme moyen d'éteindre ce feu le renforcement de la possession communautaire de la terre. La « maison en feu », c'était pour lui le capitalisme qui menaçait de se développer en Russie. Pour ne pas permettre au capitalisme de se développer dans l'agriculture, écrivait-il, il fallait développer « *une obchtchina paysanne indépendante et cultivée qui s'opposerait à la séparation de l'agriculture des métiers et du producteur des moyens de production.* » (Voir la revue « *Rousskoïe Bogatstvo* » n° 12, pp. 187, 208.)

Un autre théoricien populiste, Nikolaï-on (Danielson) affirmait que sans la communauté paysanne la Russie courrait à sa perte. « *La possession communautaire de la terre*, écrivait-il, *est une des conditions matérielles de la production, sur laquelle peut être construit l'édifice de l'économie publique. Nous n'avons pas à attendre la perte des terres par la majorité des paysans pour qu'à la place se développe un système agraire capitaliste, comme cela se fait en Occident. Une telle perte des terres par la masse des paysans marquerait la veille de notre mort, mort économique.* (Nikolaï-on, Otcherki nachego poreformenogo obtchestvennogo khoziaïstva, éd. 1893, p. 344.)

Un autre populiste, V. Vorontsov, écrivait : « *Nous sommes heureux d'avoir conservé jusqu'à présent des traits humanitaires du caractère*

et des institutions, esprit communautaire, l'artel, l'obchtchina, que les autres peuples ont depuis longtemps perdus et qu'ils devront de nouveau conquérir. » (Voir Vorontsov, *Soudby kapitalizma v Rosil*, éd. 1882, p. 274.)

Enfin, le chef spirituel des populistes des années 90, M. Mikhaïlovsky considérait l'obchtchina comme voie originale qui devrait sauver la Russie du capitalisme, et refusait le schéma de Marx pour la Russie.

L'obchtchina et les marxistes

Or que pensait Marx de l'obchtchina russe ? La question lui fut posée par la revue « *Otetchestvenyie Zapiski* » et notamment on lui demanda s'il pensait que la Russie pouvait, grâce à l'obchtchina atteindre au socialisme sans passer par la phase capitaliste ? Dans une lettre datée de 1877 et adressée à Mikhaïlovsky, Marx répondit ceci : « *Si la Russie tend à devenir une nation capitaliste à la manière des nations de l'Europe occidentale — or durant les dernières années, elle n'a pas peu œuvré dans ce sens — elle n'y arrivera pas sans avoir au préalable transformé une importante partie de ses paysans en prolétaires ; et, après cela, se trouvant au sein du régime capitaliste dans le camp des pays capitalistes, elle sera subordonnée à leurs lois implacables, comme d'autres peuples impies.* » (Voir Perepiska, K. Merksa i F. Engelsa s rousskimi polititcheskimi deïateliami, éd. Gospolitzdat, 1951, p. 222.)

Quant à Engels, son opinion était un peu plus nuancée. Dans une lettre à Danielson, il disait : « *Il n'y a pas de doute que l'obchtchina et dans une certaine mesure l'artel, contient certains germes qui, dans les conditions données, auraient pu se développer et sauver la Russie de la nécessité de passer par les souffrances du capitalisme.* » Cependant, Engels subordonnait son opinion à une condition indispensable — un changement dans le système économique des pays de l'Occident, la disparition du capitalisme dans les pays où il a pris naissance (voir Perepiska Marksa i Engelsa s rousskimi polititcheskimi deïateliami, p. 174).

La question agraire et le rôle de l'obchtchina furent non seulement au centre des discussions politiques, mais influencèrent l'art, la littérature et les sciences humaines russes. Et en effet pouvait-on ne pas s'occuper de la question paysanne quand au moment même où éclata la révolution de 1917, sur 160 millions de population on comptait encore 120 millions de paysans ? Dans les années précédentes, cette proportion était encore plus flagrante.

Les marxistes et le rôle de la paysannerie

Cependant, avec la pénétration des idées marxistes en Russie, les conceptions sur le rôle de la paysannerie changent.

Ainsi, déjà le premier groupement marxiste, « *Groupa Osvobojdenia Trouda* » (le Groupe de la Libération du Travail) met en doute le rôle de la paysannerie dans la révolution future. Et Plékhanov, l'une des personnalités les plus éminentes de ce groupe, dit au congrès socialiste international de 1889 que « *le mouvement révolutionnaire russe triomphera seulement en tant que mouvement des ouvriers ou ne triomphera pas du tout* ». Quant à son programme agraire, le Groupe de la Libération du Travail se bornait à exiger une révision décisive des rapports agraires, c'est-à-dire des conditions du rachat des terres et de leur répartition dans les communautés paysannes. Il demandait aussi le droit pour ceux des paysans qui le désireraient de refuser leur lot de terre et de quitter la communauté.

Ces exigences montrent que les premiers marxistes russes étaient hostiles à l'obchtchina, et plus tard toutes leurs discussions avec les populistes tournèrent autour de cette question. Non seulement ils ne reconnaissaient pas à l'obchtchina le rôle de cellule socialiste naturelle, mais, au contraire, ils accusaient cette institution d'être à la base de l'arriération politique, économique et sociale de la Russie, en entravant la marche vers le capitalisme que les premiers social-démocrates considéraient comme un stade nécessaire et progressif, car le capitalisme devait, selon eux, faire naître un prolétariat qui devait contribuer au développement d'un mouvement révolutionnaire et socialiste. Ils considéraient que le mouvement révolutionnaire ne rencontre aucun écho parmi les paysans. Ainsi le bolchévik V. Mechtcheriakov écrivait en 1918 que les social-démocrates reconnaissaient ouvertement que le mouvement révolutionnaire russe n'avait presque pas rencontré parmi les paysans de sympathie, ni de compréhension. L'appui essentiel à l'autocratie avait trouvé son origine justement dans l'indifférence et l'arriération intellectuelle des paysans. Et la cause de la révolution aurait été sans espoir, pensaient les social-démocrates, si le développement du capitalisme n'avait donné naissance à une nouvelle classe — celle des ouvriers de l'industrie. (Voir V. Mechtcheriakov, *Programme agraire des social-démocrates russes*, 1883-1917, p. 3.)

En général, les social-démocrates des années 90, avec leurs luttes fractionnelles, n'ayant pas de programme commun pour le parti, n'avaient pas davantage de programme agraire, mais ils s'occupaient beaucoup de la question agraire et des lois du développement agraire en Russie. C'est d'ailleurs cette question qui constituait la base de leurs divergences avec les populistes.

Quand à Lénine, il affirmait que les marxistes devaient se baser non pas sur l'obchtchina, mais sur le fait indiscutable que le capitalisme avait déjà profondément pénétré dans la vie économique russe. Il critiquait violemment les exigences des populistes quant aux problèmes de la dépendance des paysans à l'égard de leur lot, de l'interdiction faite aux paysans de quitter l'obchtchina et du principe de responsabilité collective.

Au commencement du siècle, le programme agraire des social-démocrates n'accusait pas beaucoup de différence avec celui du « Groupe de la Libération du Travail ». En effet, ce programme agraire élaboré au deuxième congrès de 1903 disait textuellement ceci : *« Dans le but de faire disparaître les restes du servage qui oppriment directement les paysans, et dans l'intérêt du développement libre de la lutte des classes dans les campagnes, le parti exige tout d'abord :*

1 — *La suppression des payements pour le rachat des terres et de toutes les redevances qui tombent actuellement sur la paysannerie, comme sur un état imposable.*
2 — *La suppression de toutes les lois gênant la paysannerie dans la réalisation et l'usage de l'usufruit de la terre.*
3 — *Le remboursement aux paysans des sommes qu'ils avaient versées pour rachat des terres ; confiscation dans ce but des terres appartenant aux couvents et aux églises, des terres des apanages et de celles qui appartenaient à la famille du tsar, impôts sur les terres des seigneurs nobles ; et utilisation des sommes ainsi recueillies pour la création d'un fonds pour les besoins culturels et l'aide aux communautés paysannes.*

Plus tard, le sus-cité Mechtcheriakov avouait qu'il *« s'est avéré bientôt que les paysans ont formulé des exigences plus larges que celles des social-démocrates »*. En effet, au printemps 1905, avaient commencé des mouvements spontanés de paysans, qui bouleversèrent le pays. Devant ces mouvements, les social-démocrates saisissaient aisément l'insuffisance de leur programme agraire, surtout depuis 1901, face à l'autre parti socialiste, très actif, le parti socialiste-révolutionnaire qui se considérait comme le continuateur des anciens populistes. En 1906, le premier congrès du parti des socialistes-révolutionnaires adoptait un programme agraire dans lequel on pouvait lire qu'en se basant sur les conceptions et traditions communautaires des paysans et sur leur croyance que la terre n'appartient à personne, le parti déclarait être pour la socialisation des terres ; l'utilisation des terres devait être égalitaire à base de labeur, la terre devait devenir propriété du peuple, sans rachat ; le parti se déclarait aussi pour le développement de la coopération sur la base du travail.

Or, face à ce programme des socialistes-révolutionnaires, Lénine écrivait : *« Les gens de la vieille foi et ceux qui n'ont pas de foi du tout, les socialistes-révolutionnaires, n'ont aucune idée de la structure économique de notre campagne et de son évolution ; ils n'ont aucune idée des relations bourgeoises qui se constituent à l'intérieur de l'obchtchina, de la puissance de la paysannerie bourgeoise. »* (Voir Lénine, « Réponse à la critique du projet de notre programme », œuv. compl., t. 7, p. 224.) Il considérait comme « archicurieuse » l'idée des socialistes-révolutionnaires d'utiliser dans l'intérêt du socialisme aussi bien les conceptions communautaires que les conceptions de travail et les formes de vie de la paysannerie russe. Pour lui, ces conceptions n'existaient pas du tout. Dans son rapport à la VII[e] conférence panrusse du 28 avril-11 mai 1905, Lénine disait : *« Leurs conceptions sont bourgeoises, l'utilisation égalitaire de la terre, ils la comprennent comme l'enlèvement de la terre aux propriétaires mais pas comme égalité entre détenteurs individuels. »* (Lénine, œuv. compl., t. 31, p. 418.) D'après Lénine, la lutte se menait pour le *« type américain du capitalisme agraire »*. Il considérait les paysans comme les alliés les plus naturels de la bourgeoisie démocratique, sans lesquels cette bourgeoisie était impuissante contre la réaction. (Lénine, « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution socialiste », œuv. compl., t. 11, p. 126).

Cependant, il n'échappait à personne que le paysan russe croyait pieusement que *« la terre n'était à personne »*. Ainsi l'homme d'Etat tsariste, S. Witte écrivait à cette époque *« aucune notion de la propriété n'a pénétré dans la conscience du paysan »*. (Cité d'après A. Kotchegarov-Zemelnaïa programma anarkhistov-kommunistov, Londres 1912, izd. « Khlieb i Volia ».) Cela n'a pas échappé à Lénine non plus, qui écrivait qu' *« il n'y avait pas l'ombre d'un doute que l'idée de propriété du peuple entier sur la terre est actuellement largement répandue parmi les paysans »*. (Cité d'après Kotchegarov.) Néanmoins, la résolution du 3[e] Congrès du parti social-démocrate ne pouvait se défaire de sa méfiance envers la paysannerie. En effet, nous y trouvons ceci :

Considérant que :

1. *Le mouvement actuel d'affranchissement paysan étant spontané, politiquement indifférent, se tourne inévitablement néanmoins contre tous les restes du servage,*
2. *Dans les problèmes de la social-démocratie, il entre le soutien de tout mouvement révolutionnaire contre le régime social et politique existant.*
3. *A cause de cela, la social-démocratie doit tenter d'épurer le contenu révolutionnaire et démocratique du mouvement paysan de toutes les traces réactionnaires, en développant la conscience révolutionnaire des paysans et en soutenant jusqu'au bout ses exigences démocratiques,*

4. *La social-démocratie, en tant que parti du prolétariat, doit dans tous les cas et dans toutes les circonstances tendre vers une organisation indépendante du prolétariat agraire, et doit lui faire comprendre la contradiction totale entre ses intérêts et ceux de la bourgeoisie.*

Le troisième Congrès du parti social-démocrate charge toutes les organisations du parti :

a) *de propager dans les larges couches du peuple que la social-démocratie pose comme problème le soutien le plus énergique de toutes les entreprises révolutionnaires de la paysannerie capables d'améliorer sa situation, y compris la confiscation des terres des seigneurs, de l'Etat, de l'Eglise, des couvents et d'apanages,*

b) *comme mot d'ordre pratique de l'agitation parmi les paysans et comme moyen d'élever le plus possible la conscience du mouvement paysan, de mettre en avant la nécessité d'une organisation immédiate des paysans révolutionnaires en comités, dans le but de réaliser tous les changements révolutionnaires démocratiques capables de libérer les paysans du joug policier et autocratique ;*

c) *dans le but de désorganiser l'autocratie et pour soutenir la poussée révolutionnaire dirigée contre elle, d'appeler la paysannerie et le prolétariat agraire aux démonstrations politiques, au refus collectif de payer les impôts et redevances, de faire le service militaire et d'obéir aux décisions et aux prikazes du gouvernement et de ses agents.*

d) *de tendre vers une organisation indépendante du prolétariat agraire, vers sa fusion avec le prolétariat des villes sous l'étendard du parti social-démocrate et faire passer ses représentants dans les comités paysans. »*

Il convient de souligner pourtant pour la vérité historique des choses, que, pendant que les social-démocrates condescendaient à aller vers les paysans, les considérant comme politiquement ignares, toute une élite de jeunes paysans luttait héroïquement dans toute la Russie, aussi bien dans la flotte et dans l'armée que dans les campagnes. Les révoltes paysannes qui déferlaient sur le pays surgissaient sans la moindre inspiration des social-démocrates. D'ailleurs, dans les rangs de ceux-ci, il n'y avait aucune unité quant au problème agraire. Les discussions se menaient autour de la question : comment faire avec la terre expropriée ? Appuyer le désir paysan de partager cette terre ou la remettre aux organismes locaux, municipaliser ?

Ceux qui étaient pour le partage des terres, les « *razdiélilstys* » (partageurs) disaient que les paysans ne voulaient ni la nationalisation ni la municipalisation, ils voulaient partager la terre entre eux. Les partisans de la municipalisation affirmaient que le partage est

nuisible au point de vue politique car les paysans, une fois la terre obtenue, tourneront le dos aux socialistes.

Les partageurs émettaient l'opinion que le partage ne nuirait pas à la révolution, que les paysans, ayant obtenu la terre, voudraient la garder et donneraient leur appui aux socialistes contre le tsarisme.

Quant à Lénine, qui initialement était pour la nationalisation, dans la discussion entre les partageurs et les partisans de la municipalisation, il occupait une position à part, disant : « *La municipalisation est erronée et nuisible, le partage est erroné mais pas nuisible.* »

La réforme de Stolypine *

En face de tout cela, que pensaient les gros propriétaires ? La partie la plus consciente de cette classe-état se rendait compte que le paysan, membre de l'obchtchina, n'avait rien à perdre dans la révolution, au contraire, il avait tout à y gagner — et la terre, et la liberté individuelle et juridique. Aussi cette catégorie des gros propriétaires conçut-elle le projet de créer une couche de petits propriétaires qui auraient la possibilité de sortir de l'obchtchina et de devenir des propriétaires véritables de leurs lots de terre. Ce fut le ministre Stolypine qui fut le porte-parole de ces gros propriétaires fonciers. Tout comme les social-démocrates, il était hostile à l'obchtchina, mais lui, pour des raisons inverses ; il la considérait comme une pépinière des idées socialistes. Il voulait créer un barrage au socialisme en excitant chez les paysans l'instinct de la propriété. Tout en présidant aux répressions implacables contre les révolutionnaires. (Il était depuis 1906 ministre de l'Intérieur et simultanément président du Conseil des ministres.) Stolypine, qui fut dénommé « vechatel » (pendeur), fit promulguer le 9 novembre 1906 un oukaze sur la possibilité pour les paysans de quitter l'obchtchina et de garder en propriété le lot de terre obtenu.

Dans la période de 1907 à 1915 ont quitté l'obchtchina : *volontairement :* 2.449.000 paysans, soit 24,1 % ; *par contrainte :* 1.698.000, soit 16,7 % ; en tout 4.147.000 chefs de famille sur 10.171.000 ou 40,8 % pour 40 gouvernements de la Russie européenne (voir « Zemelnoïe Dielo », éd. 1923, p. 64). Parmi ceux qui ont quitté l'obchtchina, presque la moitié étaient d'anciens paysans qui ne s'occupaient

(*) Stolypine fut tué par un jeune intellectuel révolutionnaire, D. Bogrov, dont on ne sait pas au juste s'il était anarchiste ou socialiste-révolutionnaire, mais ce qui semble acquis, c'est qu'il avait été lié à la « Okhrana » (Police secrète) de cœur ou par tactique, cela reste inconnu.

plus (*) d'agriculture mais qui, juridiquement, appartenaient à l'état paysan. La seconde moitié était des paysans aisés pour qui l'obchtchina présentait une entrave à leurs aspirations économiques. Quant au paysan moyen, celui qu'on dénomma plus tard en Russie *« seredniak »*, il restait fidèle à l'obchtchina au sein de laquelle il salua l'avènement de la révolution de 1917.

(*) Il faut préciser qu'à l'avènement de la révolution de Février, la population paysanne n'était pas juridiquement affranchie et au point de vue du droit pénal présentait un groupe à part.

La situation économique des paysans au début du XX[e] siècle

Avant de passer aux événements de 1917, nous voudrions nous arrêter brièvement sur la situation économique de la paysannerie russe vers cette époque.

Les maigres lopins de terre obtenus par les anciens serfs au moment de l'abolition du servage et les taux élevés qui furent imposés pour leur rachat ont contribué au fait qu'entre la réforme de 1861 et l'année 1917 la productivité paysanne restait faible. Le niveau de vie restait bas, la possibilité d'accroître son bien était infime et une grande partie des petites exploitations agricoles n'avait aucune possibilité d'accumulation. Les paysans travaillaient avec les méthodes de culture du XVI[e] siècle.

Les enquêtes budgétaires menées dans différentes régions de la Russie et consacrées aux entreprises paysannes de 1887 jusqu'à 1915, montrent leur structure économique. Les entreprises de première catégorie ne produisaient pas suffisamment pour la consommation de la famille paysanne qui devait, par conséquent, se procurer un gain complémentaire pour acheter les produits agricoles qui lui manquaient.

Les entreprises de deuxième catégorie produisaient assez pour elles-mêmes et vendaient même certains produits (le lin) pour acheter d'autres produits pour la consommation familiale.

Les entreprises de troisième catégorie avaient une production excédentaire qu'elles vendaient et qui, après le paiement des impôts leur permettait d'acheter des produits manufacturés.

Or, dans la Russie d'avant la révolution, seule une petite partie de la population rurale se classait dans la troisième catégorie. C'étaient principalement les paysans ayant appartenu avant 1861 aux domaines de la Couronne. D'ailleurs, la quantité des produits que chacune de ces entreprises vendait sur le marché était très faible.

Il n'existe pas de statistique sur le nombre d'exploitations de chacune de ces trois catégories. On sait seulement d'après le spécialiste de ce problème, le professeur Serge Prokopovitch, que la majeure partie des entreprises situées en dehors de la zone des Terres Noires, appartenait à la première catégorie, celle dont les familles devaient compléter le revenu de la ferme par des travaux artisanaux ou en s'embauchant périodiquement dans l'industrie urbaine. Des régions

entières de cette zone étaient habitées essentiellement par des femmes, toute la population masculine travaillait en ville.

Dans les Terres Noires de la steppe boisée au sud de l'Oka où se pratiquait l'assolement triennal, les entreprises paysannes complétaient leurs ressources en affermant des terres dans les grandes propriétés et en allant travailler dans les steppes méridionales. Et ce n'est que dans les steppes du Tchernoziom que l'on trouvait, sinon en majorité, du moins en grand nombre, des exploitations de la troisième catégorie, travaillant pour le marché.

Evolution de l'économie paysanne

Etant donné que le paysan russe sortait du servage matériellement et moralement impuissant, son entreprise très restreinte ne donnait qu'une production destinée à être consommée sur place. La première génération qui suivit l'abolition du servage consacra son existence à transformer peu à peu cette économie de consommation en économie de production relative. Mais, vers 1880, la demande du marché créée par l'établissement des chemins de fer et, d'autre part, l'arrivée d'une nouvelle génération qui prenait en main l'entreprise agricole et qui n'avait pas subi l'effet abrutissant du servage féodal, la culture des plantes fourragères, du lin, de la pomme de terre et de la betterave sucrière se développa activement en même temps que l'industrie laitière.

Les premiers temps, le marché prenait au cultivateur ses produits, réduisant ainsi sa consommation de blé, de lait, de lin et de laine et l'argent gagné par le paysan lui servait surtout à payer l'impôt et le rachat des terres. Mais à la fin du XIX^{e} siècle, sous l'influence du marché, on observe les premiers signes de l'extension des forces productrices de l'économie rurale, et notamment un développement des secteurs de meilleur rapport, adaptés aux besoins du marché, ce qui accroît le revenu que le paysan tire de son entreprise, et crée en même temps une base pour le développement de l'industrie et de la vie urbaine.

Cette évolution de l'économie paysanne fut liée à l'activité des zemstvos (*) et à la création des coopératives agricoles.

(*) Zemstvos : Sorte de pouvoirs locaux créés en 1864. Ces institutions groupaient les représentants des divers ordres sociaux, y compris des paysans. Ils étaient chargés de résoudre certains problèmes nés de besoins locaux. Ils géraient en partie l'Education nationale, l'hygiène publique, le service des Ponts et Chaussées locaux, constituaient des dépôts de grains de semences et créaient l'assurance contre des calamités naturelles. Ils avaient le droit de promulguer des ordonnances dont l'application était obligatoire, et ceci dans les divers domaines de leur compétence.

D'après les données des enquêtes budgétaires, l'accumulation dans les entreprises paysannes se faisait très lentement et d'autant plus lentement que l'entreprise était plus pauvre. Ce n'est que dans les exploitations agricoles de la troisième catégorie qui travaillaient pour le marché que cette accumulation avait une certaine portée économique. En l'absence de toute accumulation, la grande masse des entreprises paysannes moyennes était en pleine stagnation. Il n'y avait accumulation et progrès technique et, par conséquent, accroissement du rendement de la main-d'œuvre rurale que dans le milieu très restreint des cultivateurs aisés (vraisemblablement 10 à 15 %).

Les entreprises paysannes dont le niveau était au-dessous de la moyenne et qui devaient acheter une certaine quantité de produits agricoles étaient beaucoup plus nombreuses que celles appartenant à des cultivateurs aisés. Les familles paysannes qui composaient ce milieu social n'étaient pas en mesure d'assurer leur subsistance sur leur propre terre ; cet état de choses impliquait une production de denrées alimentaires dans d'autres entreprises rurales beaucoup plus importantes auxquelles il incombait aussi d'assurer l'alimentation des ouvriers des villes, des citadins en général et de ces petits cultivateurs qui ne récoltaient pas assez de produits agricoles pour nourrir leur famille. Par ailleurs, de 1909 à 1913, la Russie exportait chaque année une moyenne de 14 millions de tonnes environ de denrées agricoles, principalement des céréales.

On peut donc conclure qu'entre l'époque de l'abolition du servage et la fin du XIX^{e} siècle les entreprises paysannes se développaient très lentement et, parallèlement aux progrès qu'elles enregistraient, elles donnaient des signes de plus en plus nombreux de déclin.

A la fin du siècle, le comte Witte (*) entreprit des réformes qui se montrèrent partout incapables de prévenir la grande vague de révoltes paysannes de 1905-1906. Par contre, la réforme de Stolypine, qui eut lieu après la révolution de 1905, aurait pu apporter des changements sociaux importants, mais elle arriva historiquement trop tard. Vint ensuite la guerre de 1914-1918 qui eut une influence relativement peu considérable sur la production agricole malgré la mobilisation de plus de 10 millions d'hommes. En effet, la production agricole baissa, selon les chiffres de l'Office Central de Statistique d'alors, de 8 % seulement. C'est que la paysanne russe entra en action et se montra capable de compenser l'insuffisance de main-d'œuvre masculine, ce qu'elle manifeste encore vaillamment à présent.

(*) Comte Witte : homme d'Etat russe, partisan de l'évolution de la Russie vers une monarchie bourgeoise.

L'essor des coopératives

En parlant de l'économie paysanne russe, il convient de s'arrêter sur le mouvement coopératif, qui prit dès 1905 un essor considérable. Après cette date surgirent surtout des coopératives de consommation et des coopératives agricoles. Ainsi, en 1871, il y avait 61 coopératives de consommation et 21 coopératives agricoles dans toute la Russie. En 1881, il y en eut respectivement 233 et 87, en 1901, 577 et 350, en 1906, 1.172 et 666 et en 1915, 11.000 et 6.800.

En 1908 se réunit à Moscou le premier Congrès de toutes les associations coopératives, auquel prirent part près de 2.000 délégués. Ce congrès servit de point de départ à la création d'un vaste réseau de coopératives ayant leur propre banque (Banque populaire de Moscou). A la tête de ce mouvement se trouvait un organisme dirigeant disposant de forces intellectuelles de haute valeur. Il faut cependant signaler que les membres les plus actifs de ce mouvement coopératif furent non pas les paysans pauvres mais les paysans moyens.

En général, dans les coopératives et surtout dans les coopératives agricoles, beaucoup de socialistes et surtout des socialistes-révolutionnaires concentrèrent leur activité. Les bolchéviks entraient aussi dans le mouvement coopératif, mais eux, avec l'arrière-pensée d'utiliser comme terrain légal les coopératives, pour un travail révolutionnaire illégal ou semi-légal.

On peut affirmer qu'en général les coopératives durant leur courte existence ont joué, outre leur rôle économique important, un rôle culturel de premier ordre, et ont largement contribué à l'amélioration des méthodes agricoles et au développement de la science agronomique. Mais le destin a voulu que ce même mouvement coopératif jouât un rôle fatal dans la conduite du parti des socialistes-révolutionnaires en été 1917 en s'opposant à l'action décisive des paysans qui voulaient un partage immédiat des terres, ce qui a grandement facilité la prise du pouvoir par les bolchéviks qui jouaient sur la politique disparate et hésitante du seul grand parti des paysans d'alors — le parti des socialistes-révolutionnaires.

La paysannerie dans la révolution de Février et d'Octobre

Nous avons déjà mentionné que pendant la première guerre mondiale des millions de paysans russes ont été mobilisés. Ces soldats dans les tranchées aspiraient ardemment à revenir au foyer. En effet, au fur et à mesure que la guerre s'éternisait, l'état d'esprit des soldats devenait de moins en moins conformiste. Les soldats-paysans ne comprenaient pas pourquoi on les arrachait à la terre qui les nourrissait. Leurs femmes et leurs mères écrivaient des lettres dans lesquelles elles se plaignaient de la vie difficile dans les campagnes vidées de leur population masculine. De sorte qu'au moment où la révolution de février commença dans les longues queues des boulangeries de Petrograd, les soldats, au front, étaient déjà mûrs pour la soutenir.

Si, dans les villes, la révolution de Février faisait naître un certain patriotisme, dans diverses couches de l'intelligentsia — maintenant nous savons pourquoi et pour qui nous versons notre sang, nous allons défendre notre Russie, la Russie démocratique, disaient-ils — ces sentiments semblaient absents chez les soldats-paysans après trois ans de guerre. Ils rêvaient tous de revenir dans leur village et de partager les terres de la noblesse envers qui ils avaient plus d'hostilité qu'envers les Allemands et les Autrichiens. Ce sentiment était irrésistible et le soldat russe sous sa capote de soldat participait de plein cœur à l'installation du nouvel ordre des choses. Il est pour la paix immédiate et il n'attend pas l'ordre de démobilisation pour revenir chez lui. Il est de même pour le partage immédiat des terres. Dès l'été 1917, les marins de la Baltique envoient leurs représentants dans tous les coins du pays pour réaliser ce partage. Les soldats et les marins envoient de même leurs représentants aux soviets des paysans. Au premier congrès panrusse des députés ruraux, tenu à Petrograd entre le 11 et le 26 mai 1917 ont été déposées 242 motions dans lesquelles il était question d'abolir pour toujours la propriété privée du sol, la terre ne devant être ni vendue, ni achetée, ni cédée à bail ou donnée en gage. Selon ces motions toutes les terres devaient être confisquées sans indemnité, transformées en biens nationaux et données en jouissance à ceux qui les travaillent. Quant au cheptel se trouvant sur les terres confisquées, il devait être remis

sans indemnité à l'Etat ou aux communautés paysannes, seul le cheptel des paysans pauvres ne devait pas être confisqué.

Les motions paysannes demandaient que tous les citoyens désireux de la travailler eux-mêmes aient droit à la jouissance de la terre ; le travail salarié dans l'agriculture devait être interdit.

La jouissance de la terre devait être égale pour tous et la terre devait aussi être soumise à une redistribution périodique pour tenir compte de l'accroissement de la population. Et surtout une liberté pleine et complète devait être laissée quant à la manière de cultiver la terre, c'est-à-dire que la terre pouvait être travaillée individuellement, par famille, par commune, en coopérative, selon les décisions locales. Seuls les grands domaines dont les terres avaient été l'objet d'une culture rationnelle, devaient être remis à l'Etat.

Sur la base desdites 242 motions furent rédigées les instructions générales du Soviet Panrusse des députés paysans. Elles furent publiées dans le numéro 88 des *Izvestia* (Pétrograd, le 19 août 1917). Ces instructions générales servirent de base au décret du 26 octobre 1917 promulgué par le gouvernement soviétique au lendemain de la prise du pouvoir. Le texte de ce décret est le suivant :

1. *La grande propriété foncière est immédiatement abolie sans indemnité d'aucune sorte.*
2. *La grande propriété foncière, de même que toutes les terres appartenant au Domaine, aux monastères, à l'Eglise, avec tout leur cheptel vif et mort, les bâtiments et tous les accessoires sont mis à la disposition des comités agraires de cantons et des soviets de députés paysans de district, jusqu'à la convocation de l'Assemblée Constituante.*
3. *Toute déprédation causée aux biens confisqués, désormais propriété de la nation toute entière, sera considérée comme un délit des plus graves relevant du tribunal révolutionnaire. Les soviets de district de députés paysans prendront les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre le plus sévère lors de la confiscation des grandes propriétés foncières, pour fixer la superficie des domaines devant être nationalisés et désigner ceux qu'il y a lieu de confisquer, pour dresser un inventaire de tous les biens confisqués et monter une garde révolutionnaire des plus rigoureuses autour des exploitations agricoles remises à la nation avec leurs bâtiments, leur outillage, leur bétail, leurs réserves, etc.*
4. *Pour réaliser la grande transformation agraire, on se basera, en attendant que l'Assemblée Constituante ait adopté une solution définitive, sur les instructions rurales rédigées, dans l'esprit des 242 motions paysannes, sur la rédaction des Izvestia du Soviet panrusse des députés paysans et publiées dans le n° 88 (Petrograd, 19 août 1917).*

5. *La terre appartenant aux paysans et aux cosaques qui la travaillent eux-mêmes ne doit pas être confisquée.*

Les bolchéviks et le partage des terres

Les bolchéviks, dans leur noyau dirigeant, n'étaient pas des « partageurs », mais par tactique ils soutenaient ceux qui poussaient les paysans à l'action directe. Ils comprenaient que c'était le moyen unique de conquérir le pouvoir. Dans le discours que Lénine prononça lors de la discussion du décret en question, il déclara ceci : « *On dit que le décret aussi bien que les instructions générales ont été rédigées par les socialistes-révolutionnaires. Admettons-le. Au fond, peu importe qui les a rédigées, mais gouvernement démocratique, nous ne pouvons pas ignorer la volonté des masses populaires, même si nous ne sommes pas d'accord avec elles.* » (V. Lénine, *Œuvres complètes*, 2e édit., T. XV, p. 19). Dans un autre endroit, Lénine déclara sur le même sujet que « *c'est là une concession que nous avons faite aux socialistes-révolutionnaires de gauche, qui refusaient de participer au gouvernement et déclaraient n'y vouloir entrer que si cette loi était votée.* » (V. Lénine, *Œuvres complètes*, 2e éd. v. XV, p. 39).

Quant aux socialistes-révolutionnaires de droite, ce grand parti des paysans moyens, ils essayaient en été 1917 de temporiser quant au partage des terres, déclarant que cette importante question devait être résolue par l'Assemblée Constituante. Ainsi le gouvernement provisoire estimait :

1. *Qu'on ne pouvait pas distribuer la terre en pleine guerre,*
2. *Que la réorganisation de l'agriculture devait favoriser non seulement les paysans, mais aussi les ouvriers et les citadins.*
3. *Que ce problème d'importance nationale ne pouvait pas être résolu par un gouvernement provisoire, mais par la Constituante.*

Par contre, Lénine ayant vu en été 1917 la hardiesse avec laquelle les paysans s'étaient mis à réaliser le partage des terres, il trouva plus habile de ne pas s'y opposer. Au contraire, comme nous l'avons vu, une fois parvenu au pouvoir, son premier acte fut de légaliser les partages spontanés.

Quant aux paysans, ils avaient à ce moment pleinement confiance dans les deux partis qui avaient pris le pouvoir en octobre 1917 — les bolchéviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche. Ces derniers se réclamaient de vieilles traditions populistes et mettaient leur espoir dans la force créatrice de la démocratie paysanne issue du « mir ». Mais ce parti ne resta au pouvoir que quelques mois, s'étant séparé des bolchéviks sur plusieurs points de désaccord et surtout sur leur conception différente de la morale et de la démocratie révolutionnaires.

En ce qui concerne le calcul stratégique de Lénine, il s'est avéré juste ; les paysans ayant reçu une confirmation légale du partage des terres, sont devenus à ce moment le soutien du nouveau pouvoir et ont beaucoup contribué à sa consolidation. *« ... nous avons réussi à nous appuyer pendant quelques mois sur la paysannerie tout entière. C'est là un fait historique. Jusqu'à l'été 1918 au moins, jusqu'à la formation des Comités des paysans pauvres, nous avons pu nous maintenir au pouvoir parce que nous nous appuyions sur la totalité des paysans.* » (Lénine, *Œuvres complètes*, 2e éd. v. XV, p. 19.)

Cependant, de la part des bolchéviks, ce n'est qu'une concession temporaire. Dès le départ des socialistes-révolutionnaires de gauche, ils se sentent libres de mener une autre politique agraire. En effet, ils misent sur la division de la campagne, sur un renforcement de la lutte à l'intérieur du village. Aussi considèrent-ils comme dangereux pour la révolution de doter la paysannerie de la même représentation aux soviets, que le prolétariat, et la première Constitution soviétique ne leur accorda qu'une représentation limitée à 1 député pour 125.000 électeurs, tandis que les ouvriers pouvaient déléguer 1 député pour 25.000 électeurs. Pourtant, depuis que les bolchéviks avaient pris le pouvoir il n'y avait plus d'élections libres et le taux de la délégation ne jouait plus aucun rôle, mais le fait lui-même est significatif. Le fond de la pensée sur la question fut exprimé par Lénine disant :

« ... En octobre 1917, nous avons pris le pouvoir la main dans la main avec l'ensemble de la paysannerie. Ce fut une révolution bourgeoise pour autant que la lutte des classes n'avait pas encore commencé dans les campagnes. Ce n'est qu'au cours de l'été 1918 qu'une véritable révolution prolétarienne débuta dans les campagnes. Si nous n'avions pas réussi à déclencher cette révolution, notre œuvre eût été stérile. La première étape fut la prise du pouvoir dans les villes et l'introduction du système d'administration soviétique. La deuxième étape fut constituée par un acte essentiel pour tous les socialistes et sans lequel les socialistes ne seraient pas des socialistes : la différenciation dans les campagnes entre éléments prolétariens et semi-prolétariens et leur alliance avec le prolétariat des villes pour combattre la bourgeoisie rurale. » (Lénine, *Œuvres complètes*, v. XV, p. 0, v. XVI, p. 143.)

Après la prise du pouvoir par les bolchéviks

Les comités des paysans pauvres

Ainsi, par la ruse et le mensonge prémédités, des bolchéviks s'emparent du pouvoir et imposent l'administration soviétique. Pour faire quoi ? Nous le verrons plus loin.

Tout d'abord, notons que la liquidation de la propriété foncière prit la forme d'un mouvement spontané des populations rurales. Les paysans aisés prirent une part active à cette première étape de la révolution agraire.

Après la dissolution de la Constituante fut promulguée la *« loi fondamentale sur la terre »* le 19 avril 1918. Cette loi abolissait le droit de propriété sur le sol, le sous-sol, les forêts et les forces vives de la nature, qu'il s'agisse de la grande propriété ou du lopin de terre du petit cultivateur. Désormais ne pouvaient avoir de la terre en jouissance que ceux qui la cultivaient sur la base du travail égal pour tous.

Selon les renseignements de l'Office Central de l'Administration agraire, les paysans de la Russie Européenne qui possédaient avant la révolution 94,7 millions de déciatines (*), se virent octroyer 21,4 millions de déciatines supplémentaires, ce qui augmentait leur fonds terrien de 22,6 %. Mais en même temps, il y eut un exode massif des habitants des villes vers la campagne (on a compté 8 millions de citadins ou semi-citadins revenus à la campagne) qui réclamèrent à leur tour un lopin de terre. De sorte, que partagées entre des millions de paysans, les terres domaniales, pourtant considérables, ne donnèrent que des gains insuffisants de terre par paysan (ne dépassant pas dans la plupart des régions une demi-déciatine) (**). Il faut ajouter que le partage concernait non seulement les terres domaniales, mais aussi des fermes isolées occupées par des cultivateurs aisés.

(*) Déciatine : 1 ha 0925.

(**) Knipovitch, « Trois années d'activité du Commissariat à l'Agriculture », 1917-1920, Moscou.

« La réforme agraire eut donc surtout pour effet d'abolir dans les campagnes les survivances de l'époque féodale », selon l'expression du communiste Messiatsev, car en effet au moment de la réforme de 1861, la noblesse rurale n'en conservait pas moins une série de privilèges d'ordre économique, ainsi qu'une influence prépondérante dans l'administration et la représentation des campagnes. En Octobre 1917, le pouvoir de la noblesse fut définitivement aboli.

Le communisme de guerre à la campagne

Alors qu'au cours de ses huit mois d'existence le Gouvernement Provisoire avait fait rentrer, pour les besoins de l'armée et du pays, une moyenne mensuelle de 738.000 tonnes de blé, après la révolution d'Octobre, le rythme de ces rentrées fut le suivant, en milliers de tonnes : novembre 1917, 641 ; janvier 1918, 136 ; mai 1918, 3 ; juin 1918, 2.

Après juin, les rentrées cessèrent. Elles avaient diminué au fur et à mesure que le gouvernement soviétique avait accru son contrôle sur le ministère du Ravitaillement, créé par le Gouvernement Provisoire. Le 21 décembre, les commissaires du peuple Sverdlov et Schlikhter ordonnèrent télégraphiquement à tous les soviets locaux de former des commissions d'approvisionnement. Ils devaient prendre immédiatement sous leur contrôle les services du ravitaillement, ces services créés par le Gouvernement Provisoire devant être dissous. Les rentrées de blé tombèrent immédiatement, comme nous l'avons dit plus haut. Malgré l'existence dans le pays d'importantes réserves de blé, la famine s'installa dans les grands centres industriels comme Pétrograd, Moscou et d'autres villes situées en dehors des Terres Noires.

Au mois de juin 1918, Lénine constatait *« Pitier (Petrograd) et Moscou et des dizaines de districts ont faim et sont en proie au typhus dû à la sous-alimentation et à la famine, des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans russes sont en train de périr »*. Plus tard, Lénine disait : *« les sacrifices que supportèrent à ce moment la classe ouvrière et la paysannerie furent, disons-le, surhumains. A aucun moment la classe ouvrière n'avait connu une famine comparable à celle qu'elle éprouva au cours des premières années de sa dictature »*. (V. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XV, p. 283, 316, 176).

Or, il y avait des céréales dans le pays, mais elles n'arrivaient pas jusqu'aux citadins. Le commerce privé était aboli et les services de ravitaillement ne fonctionnaient plus. C'est à ce moment qu'apparurent des *« mechotchnikis »*, c'est-à-dire des femmes et des hommes qui se rendaient en chemin de fer dans les campagnes pour acheter

des produits alimentaires. Cependant Lénine et les autres leaders du bolchevisme ne voulaient pas reconnaître que la famine était provoquée par leur politique ; dans les discours officiels ils accusaient la « guerre impérialiste » d'avoir provoqué une « calamité mondiale ». (V. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XV, p. 305, 307, 312, t. XVI, p. 372.)

La politique alimentaire du pouvoir soviétique fut définie par les décrets du 13 mai et du 11 juin 1918 et du 2 avril, le 6 et 20 août 1918 et le 11 janvier 1919.

Le décret du 13 mai 1918 mettait en vigueur la loi sur le monopole du blé, promulguée dès le 26 mars 1917 par le Gouvernement Provisoire et qui n'avait jamais été appliquée, même par le gouvernement soviétique, jusqu'au 13 mai 1918. Cette loi obligeait chaque détenteur de blé à déclarer dans le délai d'une semaine et à céder à l'Etat, aux prix décrétés par le gouvernement, les quantités de céréales dépassant ses besoins jusqu'à la nouvelle récolte d'après *les normes* officielles fixées pour la consommation et l'ensemencement.

Le décret invitait tous les paysans travailleurs et non possédants à se grouper sans délai pour mener une lutte contre les koulaks qui avaient du blé et ne le livraient pas ; ce même décret les déclarait ennemis du peuple, qu'il fallait envoyer en prison pour dix ans au moins, ordonnait de confisquer le blé et de chasser les possédants de la communauté paysanne. En cas de résistance lors des réquisitions, le décret autorisait l'emploi de la force armée.

Le 11 juin 1918 fut publié un décret sur *« l'Organisation des paysans pauvres et l'approvisionnement de ceux-ci en blé, articles de première nécessité et instruments agricoles »*. Le but de ce décret était l'organisation de comités des paysans pauvres qui devaient prêter leur concours aux services du ravitaillement, pour obliger les paysans à livrer leurs excédents de céréales et en même temps procéder à la répartition du blé, des objets de première nécessité et des instruments agricoles. Ces derniers devaient être livrés par l'Etat en compensation du blé livré au ravitaillement. Mais dans les instructions qui accompagnaient le décret, il était dit que *« la remise directe des marchandises aux entreprises agricoles n'est autorisée en aucun cas. Les marchandises devaient être réparties parmi la population nécessiteuse au sein de l'organisation de canton et de rayon, afin d'encourager les paysans qui n'ont pas de blé à faire pression sur ceux qui en ont pour les forcer à le livrer. »*

Les comités des paysans pauvres furent impuissants à collecter suffisamment de blé. Alors Lénine lança un appel aux ouvriers pour qu'ils organisent une *« croisade »* du blé. C'est ainsi que naquirent les groupes mobiles de ravitaillement, formés de volontaires recrutés parmi les ouvriers et paysans loyalistes, membres des comités des pauvres.

Le 27 juin, le Conseil des syndicats ouvriers de Moscou nomma une commission militaire de ravitaillement, transformée ensuite en Bureau militaire de Ravitaillement, auprès du Conseil Panrusse et moscovite des syndicats. Le 6 août fut publié un décret sur l'organisation des groupes mobiles d'ouvriers et paysans pauvres chargés de visiter les régions productrices.

Le 20 août parurent les *Instructions aux groupes mobiles.* D'après ces instructions, chaque groupe mobile devait comprendre au moins 75 hommes et disposer de trois mitrailleuses.

La liaison entre les groupes devait être assurée par la cavalerie. Un commissaire politique arrivant dans un village avec son groupe mobile devait rassembler tous les paysans pauvres et les inviter à former un comité chargé de collecter le blé en d'en contrôler la répartition en même temps que celle des articles manufacturés entre les nécessiteux. Le Comité des pauvres, conjointement avec le commissaire politique, donnait ensuite l'ordre à la population de livrer toutes les armes en sa possession, dont une partie était remise au Comité nouvellement constitué. Une partie du blé récolté restait sur place pour être répartie, le reste devait être acheminé vers les centres de ramassage.

Les fondements socialistes selon Lénine

Au VI[e] congrès des Soviets, Lénine constata que *« la révolution d'Octobre telle qu'elle était accomplie dans les villes, ne fut dans les campagnes une véritable révolution d'Octobre qu'en été et en automne 1918 ».* (Lénine, *Œuvres complètes,* t. XV, p. 500). Quant au décret sur le ravitaillement, Lénine écrivait : *« La collecte du blé doit être la base de notre activité. Il faut la réaliser jusqu'au bout. Ce n'est que lorsque nous aurons résolu ce problème et bâti ainsi les* fondements socialistes *que nous pourrons construire sur eux le bel* édifice du socialisme *que plus d'une fois nous avons tenté d'éditier et qui, plus d'une fois, s'est effondré. »* (Lénine, *Œuvres complètes,* t. XXIV - p. 569-570.)

On croit rêver en lisant ces lignes insensées. Croyait-il vraiment qu'il était possible de construire un régime quelconque — ne parlons déjà pas d'un socialisme — sur des réquisitions pures et simples des fruits du travail des paysans ?

En réalité, la situation du prolétariat, et en général de la population urbaine, était des plus graves et des réquisitions pouvaient ou devaient même s'imposer pour sauver ne fût-ce que provisoirement

la situation, mais de quel socialisme pouvait-il s'agir dans cet état de choses tragique que Lénine proposait comme système ?

Nous pensons que les générations vivant après Lénine ont le droit de poser cette question à ceux qui se présentent comme ses successeurs.

Cependant, parmi les mesures prises pour assurer le ravitaillement, ni la collecte du blé à la taxe, ni les échanges ne donnèrent de résultat. La première à cause de la dévaluation presque totale du rouble, la seconde en raison de la faible quantité d'articles industriels qui fut répartie dans les campagnes et ne couvrit même pas 20 % des produits agricoles que l'imposition forcée permit de récupérer. *« Cette répartition se fit à titre individuel, sans aucune corrélation avec les quantités de blé livré. Elle favorisa ceux qui en avaient le moins produit et moins encore livré. »* (V. Froumkine, « Echange, Coopération, Commerce », Moscou, 1921, p. 7-8.)

Les comités des paysans pauvres furent peu efficaces sur le plan du ravitaillement. Renforcés par les réfugiés des régions consommatrices, ils tentèrent en automne et en hiver de redistribuer à leur profit des terres, du bétail, de l'outillage et des réserves de blé, s'appropriant tous les articles destinés à l'échange. Fréquemment, ils gardaient le blé enlevé aux cultivateurs et n'envoyaient rien aux villes affamées, de sorte que le VI[e] congrès des Soviets (6-9- novembre 1918) dut les dissoudre en tant qu'organismes d'Etat sur le territoire de la R.S.F.S.R. et rétablir dans leurs droits les soviets ruraux. Mais en Ukraine, sous une forme quelque peu différente, ils continuèrent à exister même sous la NEP et ne furent réorganisés qu'en 1925.

Quant aux groupes mobiles de ravitaillement, ils étaient les seuls à donner un résultat positif. En 1918-1919, l'armée de ravitaillement eut un effectif qui, selon les nécessités de l'heure, évoluait entre 20.000 et 45.000 hommes. Dans le compte rendu du commissariat du Ravitaillement pour 1918-1919, on trouve l'appréciation suivante des résultats obtenus : *« Tous les rapports de comités provinciaux de ravitaillement s'accordent à reconnaître que les livraisons volontaires de blé ont pour ainsi dire été nulles, et ce n'est que dans les contrées où les groupes mobiles de ravitaillement ont opéré qu'on a pu recenser et récolter des excédents de blé »* et *« d'une manière générale les comités provinciaux de ravitaillement signalaient qu'à l'avenir il ne sera pas possible d'exercer le monopole du blé sans le concours des troupes de ravitaillement organisées et rigoureusement disciplinées ».* (« Deuxième année de lutte contre la famine », Moscou, 1919.) (*)

(*) Cité d'après **l'Histoire économique de l'U.R.S.S.** de Serge Prokopovitch.

Famine générale et détresse paysanne

Ces groupes mobiles, les « prodotriady », furent dissous par une ordonnance du Conseil du Travail et de la Défense en date du 21 avril 1920. Désormais, le soin de recourir à la force pour récolter des excédents et pour diriger des représailles contre le « mechotchnikis » fut confié aux troupes spéciales de la Tchéka.

La nature même de l'activité des Comités de paysans pauvres attira les éléments douteux de la campagne et souvent des ivrognes chroniques. Ces éléments, par leurs procédés déloyaux, contribuèrent fortement à maintenir l'atmosphère de la guerre civile dans les villages avec toutes les horreurs qui s'ensuivirent. Rappelons que ces Comités avaient le droit de garder pour eux une partie des céréales réquisitionnées ainsi que des marchandises industrielles venant des villes. Ils étaient donc intéressés à arracher aux paysans le plus possible de céréales sans aucun rapport avec les réelles possibilités des cultivateurs et sans tenir compte de leurs besoins alimentaires ni des réserves pour les semailles.

La première conséquence de ces faits fut la diminution considérable des surfaces ensemencées. Cependant, l'Etat continuait à pomper dans les campagnes les vivres nécessaires au ravitaillement des villes et de l'armée, sans donner quoi que ce soit en échange. Ainsi, en 1920-21, l'Etat stocka 5.600.000 quintaux de céréales au lieu de 800.000 en 1918. Conséquence : en automne 1921, les provinces de l'est, de la Volga, de l'Ukraine se trouvèrent frappées par une effroyable famine qui coûta des millions de vies paysannes.

Les réquisitions étaient également effectuées par des détachements composés de membres du parti venus des villes, qui attiraient une haine farouche des paysans et les cas de meurtre des hommes de ces détachements étaient fréquents.

Il y avait aussi à ce moment des détachements de barrage autour des villes, dont la fonction était de réquisitionner les vivres que des citadins amenaient sur leur dos dans des sacs, comme résultat du troc contre des objets manufacturés. Ce troc jouait un rôle considérable et était souvent l'unique moyen de ravitaillement des villes. Ces détachements de barrage attiraient eux aussi la haine tant des villes que des villages.

En général, durant la période de la guerre civile, les paysans de condition moyenne, ceux qu'on dénommait les « seredniaks », ne savaient de quel côté se tourner. Ils étaient contre les Blancs, car ceux-ci favorisaient les propriétaires fonciers qui reprenaient les terres auparavant partagées. Et les Rouges envoyaient des détachements pour réquisitionner des vivres. Que fallait-il faire ? De nombreux jeunes

paysans menaient une guerre de partisans contre les uns et les autres. Certains mouvements de partisans avaient un caractère nettement politique comme celui de la province de Tambov dirigé par un socialiste-révolutionnaire, Antonov, ou celui de l'Ukraine dirigé par l'anarchiste Nestor Makhno.

Le gouvernement soviétique luttait militairement contre les partisans sans prendre en considération les revendications paysannes qui avaient engendré ces mouvements. Mais, alerté par la famine et l'insurrection de Cronstadt (les marins révoltés avaient inclus dans leurs revendications la suppression immédiate de tous les détachements de barrage et l'octroi aux paysans de la liberté d'action complète sur leur terre, ainsi que le droit d'avoir du bétail qu'ils devaient soigner eux-mêmes sans utiliser le travail de salariés), Lénine abolit brusquement les réquisitions, rendit aux paysans la liberté de vendre leurs produits, à condition de verser à l'Etat un impôt. Ce fut la N.E.P. ou la Nouvelle Politique Economique.

La Nouvelle Politique Economique (N.E.P.)

Que la décision de Lénine d'introduire la nouvelle politique économique fut brusque est prouvé aussi par le fait que le 11 octobre 1920 était publié un décret ordonnant la gratuité de tous les produits distribués par l'Etat ainsi que de tous les services dont bénéficiaient les particuliers et les entreprises d'Etat. D'autre part, le 3 février 1921, le présidium du Comité Central Exécutif panrusse avait soumis à la ratification de la session de mars dudit Comité un projet de loi supprimant sur le plan local et national tous les impôts et contributions payables en argent. Or, six semaines plus tard, le budget tout entier du pays était basé sur les impôts payables en argent.

Dans son discours du 15 mars 1921 au X[e] Congrès du Parti qui se tint en pleine insurrection de Cronstadt, Lénine disait : *« La collecte obligatoire impliquait la réquisition de tous les excédents de produits agricoles et l'établissement d'un monopole pour tous ces produits. Nous ne pouvions procéder autrement, acculés comme nous l'étions par la nécessité. Théoriquement, nous ne sommes pas obligés d'admettre qu'un monopole d'Etat soit ce qu'il y a de mieux au point de vue du socialisme. »* Souvenons-nous de ce que le même Lénine a dit des collectes d'Etat comme fondement du socialisme ! Mais d'ailleurs il n'en était pas à une contradiction près.

Dans ce même discours au X[e] congrès, Lénine déclara aussi que *« comme mesure de transition dans un pays agraire, possédant une industrie qui travaille et donne une certaine quantité de marchandises, on peut très bien avoir recours à l'emprunt et laisser les produits circuler librement. Cette libre circulation stimulera les paysans. Le cultivateur pourra et devra s'occuper de ses propres intérêts étant donné qu'on ne lui prendra pas tous les excédents et qu'il sera simplement tenu d'acquitter un impôt dont le montant, autant que possible, sera fixé d'avance. L'essentiel est qu'il y ait là un stimulant pour le petit cultivateur. Nous devons organiser,* disait Lénine, *notre système économique de manière à pouvoir l'adapter à la mentalité du paysan moyen que nous n'avons pas pu transformer en trois ans et que nous ne transformerons pas en dix ans. »*

Dans le même discours, Lénine pose la question suivante : *« Qu'est-ce que la liberté des échanges ?* et il répond que *« la liberté des échanges, c'est la liberté du commerce et la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme. La liberté des échanges et la liberté du commerce signifient que les petits cultivateurs peuvent procéder entre eux à des opérations mercantiles. »* (Lénine, t. XVIII, 1[re] p., pp. 128-129.)

Lors du XI[e] congrès du Parti en 1922, Lénine parla de la manière suivante de la Nouvelle politique économique : *« Notre but est de prouver au paysan que nous savons l'aider, que les communistes dans cette heure critique pour le petit cultivateur ruiné, appauvri, lui viennent en aide pratiquement. On le lui prouvera ou il nous enverra au diable. »* (*Œuvres complètes*, t. XVIII, 1[re] p., pp. 26-28.)

Pour Lénine, à cette époque, l'essentiel était de donner aux paysans le droit de disposer du produit de leur travail et de vendre librement leurs excédents au marché, car étant persuadé de leur nature capitaliste, il trouvait nécessaire de les exciter à produire des céréales, pour pouvoir nourrir les ouvriers des villes qui étaient indispensables au maintien et à la consolidation de son régime.

Dans le projet initial de Lénine, les entreprises paysannes étaient autorisées à procéder à des échanges de caractère local (dans les limites d'une province), à un troc des produits agricoles contre des articles manufacturés. Et, au début, Lénine et le parti attachaient beaucoup d'importance à ces restrictions. Mais dès novembre 1921, Lénine écrivait : *« ... nous pensions que nos problèmes se concrétiseraient sous la forme d'un échange des marchandises... Nous avions en vue de procéder d'une manière plus ou moins socialiste dans tout le pays, à un échange des produits industriels contre des produits agricoles et de reconstruire au moyen de ces échanges la grande industrie, seule base de l'organisation socialiste. »* Et Lénine reconnaît plus loin que *« l'échange des marchandises a échoué ; échoué en ce sens qu'il s'est transformé en opération de vente et d'achat... L'échange des produits n'a rien donné, le marché privé s'est avéré plus fort que nous et, à la place de cet échange, nous avons eu des opérations ordinaires de vente et d'achat, autrement dit un commerce. »* (*Œuvres compl.*, t. XVIII, 1[re] p., pp. 366-379.)

Après la destruction des coopératives

Ici Lénine fait certaines constations en oubliant de dire que préalablement ont été détruits dans les campagnes d'authentiques organismes de coopération qui existaient avant la révolution d'Octobre, et qui auraient pu éventuellement effectuer ces échanges.

En effet, les coopératives indépendantes n'existaient plus au moment de l'introduction de la Nouvelle Politique Economique, comme il n'existait plus d'organisations politiques ni syndicales libres. Dans ces conditions, des principes et procédés du capitalisme se frayaient plus facilement le chemin. Il convient de souligner aussi qu'à aucun moment la N.E.P. n'eut comme complément des organismes de défense, ni de la classe ouvrière, ni des paysans laborieux. Et ce n'était certainement pas cela qu'exigeaient les marins révoltés de Cronstadt ni les ouvriers grévistes des villes industrielles, à la veille de l'introduction de la N.E.P.

Cependant, ayant reconnu que les échanges avaient échoué, le gouvernement soviétique d'alors tentait d'orienter le commerce intérieur. Le président du Conseil supérieur de l'Economie nationale Rykov disait dans son discours au VI[e] congrès panrusse des conseils économiques que l'impôt en nature était un prélèvement chez les paysans d'une partie seulement et, autant que possible d'une petite partie, de leurs produits au profit de l'Etat, tout le reste des produits étant laissé en leur possession, avec le droit d'en disposer à leur guise. *« Il s'agit là d'un droit de propriété au sens bourgeois du terme, qui doit aboutir au développement légal de la bourgeoisie sur la base économique qui se créera dans les campagnes, une fois effectué le prélèvement de l'impôt en nature. »* (A.I. Rykov, « Discours prononcé au IV[e] Congrès de l'Economie nationale », pp. 3-4.)

D'autre part, le code rural de 1922 mit un terme à la redistribution de terres entre cantons et agglomérations rurales (art. 141-142), limita la fréquence des partages (art. 121), reconnut aux paysans le droit de propriété sur tout ce qu'ils entreprenaient pour améliorer leur culture (art. 118, 119, 131) et les laissa libres de choisir la forme qui leur convenait pour exploiter leurs terres (art. 90, 91, 134, 135, 136).

La collectivisation forcée

La nouvelle politique a duré de 1921 jusqu'en 1928-1929. Elle mit fin à la famine et donna un essor important à la campagne. En 1928, la surface ensemencée et la production globale de l'agriculture dépassèrent celles de 1913. Cependant la production de céréales était encore inférieure à celle d'avant-guerre, tandis que la population du pays était sur le point de rattraper le niveau d'avant-guerre. En outre, la révolution agraire diminua de moitié la partie marchande de la production des céréales, car avant-guerre, c'étaient les exploitations domaniales et celles des paysans riches qui produisaient des céréales destinées à être vendues ou exportées. Or ces exploitations n'existaient plus, et les paysans qui avaient reçu la terre partagée entendaient consommer plus qu'ils ne le faisaient avant la révolution, alors que les céréales leur manquaient le plus souvent à partir du printemps. En plus, le décalage entre les prix agricoles et ceux des produits manufacturés s'accrut. Ce phénomène était qualifié par Trotsky de *« ciseaux »*. Le parti et le pays y étaient vivement intéressés. Les paysans trouvaient que pour acheter une paire de bottes, par exemple, ils devaient porter en ville beaucoup trop de céréales.

Les bolchéviks qui avaient décrété le partage des terres malgré leur volonté et leurs convictions, cherchaient maintenant un prétexte pour les reprendre. Le fait que les arrivages de vivres aient fortement diminué vers la fin de 1927, et le ravitaillement des villes devenant difficile, fournit ce prétexte. Ainsi le mot d'ordre de collectivisation fut lancé au 15[e] congrès du parti en décembre 1927.

Dès le mois de mai 1928, Staline souligna que : *« la cause de difficultés d'approvisionnement en céréales s'explique par le fait que l'accroissement de la production en blé marchand s'opère chez nous plus lentement que le développement de la consommation. Cela s'explique avant tout et surtout par les changements survenus dans la structure de notre agriculture après la révolution d'Octobre et par le passage de l'entreprise domaniale et de celles des* « koulaks » *qui fournissait la plus grande partie du blé marchand, à la petite et moyenne entreprise paysanne qui en donnait le moins. »* De là, Staline déduisait que *« pour en sortir, il faut passer de l'entreprise paysanne individuelle à l'entreprise agricole collective* (Staline, « Sur le front du blé », *Pravda* 2 juin 1928.)

Pour la récolte de 1928, le gouvernement prit des mesures extraordinaires : il appliqua l'article 107 du Code d'Instruction Criminelle (*) aux cultivateurs aisés qui ne livraient pas leur blé, il réquisitionna des céréales avec remise de 25 % aux paysans pauvres, tout comme cela se faisait pendant la guerre civile.

Ainsi nous lisons dans la revue « Statistitcheskoïé Obozrenié » du mois de mai 1930, p. 32, que *« la collecte du blé fut effectuée en partie en 1927-28 par des moyens de contrainte »*. D'autre part, dans certains endroits, furent introduites des cartes de rationnement, dans d'autres, comme dans le Caucase du Nord, on mobilisa des paysans pauvres.

Le 26 juin 1929 parut un décret qui modifiait l'article 61 du Code Pénal et dans sa nouvelle rédaction cet article prévoyait, pour refus de s'acquitter d'une redevance ou d'exécuter une tâche publique, une amende pouvant aller jusqu'au quintuple du montant de la redevance ; en cas de récidive le délinquant était passible d'une peine de travaux forcés pouvant atteindre un an. En même temps fut promulgué un autre décret que nous citons entièrement :

« Faisant droit aux innombrables demandes émanant des masses de paysans pauvres et moyens habitant les régions productrices de blé, et en vue de brider les spéculateurs koulaks, le Comité Central exécutif panrusse et le Conseil des commissaires du peuple de la R.S.F.S.R. décrètent :

1. Dans les cas où l'Assemblée générale de tous les citoyens d'un même village a pris la décision, engageant toute l'agglomération, d'exécuter un plan de collecte de blé, et lorsque les charges incombant aux différentes entreprises agricoles ont été réparties, les soviets ruraux sont autorisés à infliger par voie administrative aux cultivateurs qui ne se soumettent pas aux décisions prises ou qui refusent de livrer la quantité de blé fixée, des amendes pouvant aller jusqu'au quintuple du montant de la livraison non effectuée et à procéder, au besoin, à la vente aux enchères des biens du délinquant.

2. Dans le cas où un groupe d'entreprises agricoles s'opposera à l'exécution du plan de la collecte, refusant de livrer le blé qui leur est demandé, les soviets ruraux sont autorisés à intenter des poursuites contre les délinquants en vertu du troisième paragraphe de l'article 61 du Code Pénal de la R.S.F.S.R.

3. Sur le montant des amendes infligées en vertu de ce décret, de même sur les sommes recueillies lors de la vente des biens aux enchères, une retenue obligatoire de 25 % sera opérée et versée aux fonds de coopération et de collectivisation des paysans pauvres de ladite localité. »

(*) Selon l'article 107 du Code d'Instruction criminelle de la R.S.F.S.R., toute hausse frauduleuse due à l'accaparement, la dissimulation ou la rétention des marchandises est punie d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à une année avec ou sans confiscation de tout ou d'une partie des biens du délinquant.

Pour augmenter les livraisons, le gouvernement décida aussi d'accroître les fermes d'Etat. En avril 1928 le Politburo, et en juillet le Comité Central, décidèrent d'organiser dans un délai de quatre à cinq ans dans la R.S.F.S.R. et en Ukraine de grandes fermes d'Etat pour la culture du blé en vue d'obtenir une production annuelle de blé marchand de 1,64 millions de tonnes. Selon les chiffres de 1937, les fermes possédaient 51,1 millions d'hectares.

Mesures économiques et buts politiques

Il faut encore ajouter qu'en dehors du but économique, le gouvernement poursuivait aussi un but politique. En effet, durant la N.E.P., la paysannerie avait fortement consolidé sa position économique et, en général, amélioré son standing. Elle commença à se soucier d'améliorer sa situation politique, ne voulant pas rester dans une position de second ordre. Par contre, les bolchéviks, pour qui la paysannerie restait toujours une classe destinée à disparaître dans le futur, craignaient ce réveil politique des paysans, à peine ébauché. Rappelons que durant ces quelques années, les plus capables des enfants des paysans s'étaient dirigés vers les villes pour y accéder à l'instruction. Cette jeunesse paysanne a donné des représentants remarquables à la science et à la littérature. Quelques-uns parmi eux essayent encore parfois actuellement d'ouvrir la bouche pour défendre ce qui reste de la paysannerie du pays. (V. art. de « Litératournaïa Gazeta » du 1er nov. 1967 au sujet du récit d'Alexandre Yachine « Un mariage au village Vologdien ».

Nous avons déjà dit que le mot d'ordre de collectivisation fut lancé au XVe congrès (décembre 1927) lorsque apparurent les premiers symptômes de la crise alimentaire. Le Congrès décida que *« Tout en soulignant que cette transformation ne peut être accomplie qu'avec l'assentiment des travailleurs ruraux, le parti reconnaît l'urgence d'une vaste propagande pour démontrer aux masses paysannes la nécessité et l'avantage qu'il y a pour elles de passer progressivement à la grande exploitation collective. »*

Les grandes lignes politiques et sociales de la collectivisation massive furent arrêtées à l'assemblée plénière du Comité Central qui se tint le 17 novembre 1929. L'assemblée décida que *« le parti devait par une action opiniâtre et systématique grouper les journaliers agricoles et les paysans pauvres dans les fermes collectives... Accroître par tous les moyens la participation et l'influence dirigeante des éléments prolétaires des villes et des éléments prolétariens et semi-*

prolétariens des campagnes dans le mouvement de collectivisation, est la tâche principale des organisations du parti. » Le Comité Central estimait qu'il fallait envoyer dans les campagnes 25.000 ouvriers au moins, ayant une expérience suffisante dans le domaine de la politique et de l'organisation. « *Les syndicats devaient prendre une part active dans le choix de ces ouvriers en désignant les éléments les plus actifs* », disait la résolution.

Le 27 décembre 1929, Staline déclara à la Conférence des agrariens marxistes que *le gouvernement était passé de la politique limitant l'activité des koulaks à une politique de liquidation complète de ceux-ci en tant que classe* (compte rendu de travaux de la première conférence pansoviétique des agrariens marxistes, T.I. Moscou, p. 446).

Le 5 janvier 1930, le parti prit une décision dans ce sens. Le 1er février 1930, le gouvernement autorisa les autorités exécutives des districts et des régions à appliquer « *toutes les mesures qu'ils jugeront utiles pour combattre les koulaks jusques et y compris la confiscation totale de leurs biens et l'expulsion de ces éléments de certains districts et régions ; les biens confisqués devaient être transmis aux fonds inaliénables des fermes collectives pour couvrir les droits d'affiliation des paysans pauvres et des journaliers agricoles aux kolkhozes.* »

De la collectivisation à la famine

Trente-cinq années plus tard, nous lisons dans la « Literatournaïa Gazeta » du 22 mai 1965 dans un article d'un nommé Litvinov que le « *vingtième congrès du parti nous a ouvert les yeux sur beaucoup de malheurs des années passées, y compris nos fautes, nos dénaturations qui ont accompagné la collectivisation — cette transformation gigantesque de toute la structure séculaire de la Russie paysanne. Concernant cette période,* dit l'auteur, *on écrira (et on écrit déjà) des livres nouveaux, en décrivant de nouveaux détails et avec eux de nouvelles cicatrices — traces des anciennes blessures.* »

Pour mieux comprendre ce que fut la collectivisation en Russie, examinons tout d'abord ce qu'est un « koulak ».

Dans la Russie qui venait de se libérer du servage, on désignait comme koulaks des paysans qui s'enrichissaient en exploitant les pauvres et les malheureux qui n'avaient pas d'argent pour payer les redevances pour la terre reçue après la libération.

En Russie Soviétique, il n'y avait pas de définition juridique du koulak. Or c'est la grande masse des paysans qui produisaient du

blé destiné à la vente et l'alimentation des citadins qui fut portée sur la liste des koulaks. Les résultats prévisibles de ces mesures furent tragiques.

Dans la revue « Na agrarnome frontié » (sur le Front agraire) nous trouvons exposés les procédés employés en 1929-1930 pour « dékoulakiser » les paysans :

1. *Confiscation des moyens de production appartenant aux entreprises agricoles reconnues comme étant des entreprises « koulaks ».*
2. *Confiscation de tous les avoirs liquides de ces entreprises.*
3. *Confiscation des maisons d'habitation et dépendances des entreprises « koulaks » y compris le mobilier et les réserves de vivres.*
4. *A l'égard de certains koulaks, des mesures de bannissement sont à appliquer : expulsion du village, expulsion hors du « rayon » (*) et transfert des expulsés dans le Nord, la Sibérie et l'Extrême-Orient. Des mesures d'expulsion peuvent aussi ne frapper que les chefs de famille, voire les familles seules sans le chef, lorsque ce dernier a été arrêté pour des actes contre-révolutionnaires* (« Na agrarnome frontié », mai 1930, p. 86).

La collectivisation des principales régions productrices de céréales, comme la basse Volga et le Caucase du Nord devait être achevée en automne 1930 ou au printemps 1931. Dans les autres régions, il fallait qu'elle fût terminée en automne 1931 ou au printemps 1932. Dès juin 1929, le gouvernement attirait l'attention sur l'importance particulière de l'organisation des grandes fermes collectives. En même temps, les fermes collectives furent mises dans l'obligation de livrer à l'Etat et à la taxe la partie marchande de leurs excédents.

Les données ci-dessous montrent le rythme de la collectivisation :

1928	1er juillet	1,7 %	d'entreprises collectivisées
1929	1er juillet	3,9 %	» »
1929	1er octobre	4,1 %	» »
1930	20 janvier	21,0 %	» »
1930	10 mars	58,0 %	» »

Les paysans collectivisés par force ne voulurent pas donner leur bétail pour les étables kolkhoziennes et commencèrent à abattre ce bétail, ce qui eut des conséquences catastrophiques pour le cheptel. Si en 1929 les paysans possédaient 34 millions de chevaux, en 1933 ils n'en avaient plus que 16,6 millions. Même résultat pour les vaches, de 68,1 millions en 1929, leur nombre tomba à 38,6 millions.

Ces conséquences de la collectivisation forcée obligèrent provisoirement le gouvernement à réviser et à préciser ses directives. Le 15 mars 1930, le Comité Central reconnut que « *le principe de*

(*) Rayon : subdivision administrative équivalent à peu près à l'ancien district.

l'adhésion volontaire au kolkhoze a été enfreint. Dans beaucoup de « rayons » l'adhésion volontaire est remplacée par la contrainte et la menace d'être frappé par des mesures de « dékoulakisation », voire d'être privé de droits civiques, etc... Le résultat est que parmi les dékoulakisés on trouve parfois des paysans moyens et même des paysans pauvres. » Le même document nous dit que « *Parallèlement dans un certain nombre de « rayons » la préparation de la collectivisation et l'exposé patient de la politique du Parti aux paysans pauvres aussi bien qu'aux paysans moyens sont remplacés par des mesures bureaucratiques décrétées d'en haut* » et « *en même temps que ces déformations de la politique du Parti, on observe dans certaines régions des cas inadmissibles et nuisibles de collectivisation forcée de logements d'habitation, de petit bétail, de la volaille, de vaches appartenant aux kolkhoziens* » *ainsi que la fermeture en maints endroits, des marchés publics, fermeture qui a entraîné une aggravation du ravitaillement des villes.* »

Dès que cette décision fut connue, on enregistra temporairement une rapide diminution du nombre des fermes collectives créées par force. Ainsi en mars 1930, il y avait 58 % d'entreprises collectivisées, en avril 1930 37 %, en mai 1930 28 %, en septembre 1930 21 %.

Comment évoluèrent ultérieurement les entreprises individuelles ? Au moment de la formation des fermes collectives, les terres situées près des agglomérations rurales furent inclues dans les domaines kolkhoziens ; les cultivateurs individuels reçurent des terres à l'extrémité des domaines et de celles de mauvaise qualité. En plus, leurs droits économiques étaient plus limités que ceux des kolkhoziens. Ainsi dans l'organe de l'Institut agraire de l'Académie communiste, on trouve un article de Kirov où est exposée la conception officielle sur les droits du cultivateur individuel (« Na agrarnome frontié », décembre 1934, p. II) : « *Et maintenant que nous sommes engagés dans la collectivisation, nous devons la réaliser à 100 %, et ne pas faire traîner les choses. Pour venir à bout de cette tâche, il est de la plus haute importance que les kolkhoziens soient avantagés par rapport aux cultivateurs individuels afin que ces derniers voient dans les kolkhozes l'unique moyen de s'assurer une existence meilleure. Il faut organiser la vie du kolkhoze de telle façon que l'on puisse, d'emblée, distinguer un kolkhozien d'un non kolkhozien et que chaque kolkhozien ait à tout moment le sentiment de sa supériorité sur le cultivateur individuel.* »

Vers 1938, la collectivisation forcée avait abouti à la liquidation presque complète des entreprises individuelles. Si en 1928, il y eut 1,7 % d'entreprises collectivisées, en 1938, il y en avait 93,6 %. Une grande partie des paysans périrent. Une autre partie, ruinée et chassée

de la campagne par la politique de collectivisation a grossi les rangs du prolétariat industriel. (*)

A partir de 1929, le problème de la collecte des céréales est au centre des préoccupations du gouvernement. Au XVIIIe congrès du parti, Staline constatait que l'accroissement considérable de la part marchande est la « *principale caractéristique de la production dans les fermes collectives* ». (Staline, Rapport sur l'activité du Comité Central au XVIIIe congrès du parti, 1939.)

Le prix auquel se faisait la collecte était extrêmement bas, le seigle était collecté au prix de 6,4 kopecs et se vendait dans le commerce jusqu'à 250 kopecs le kilo.

Les livraisons à l'Etat absorbèrent tous les excédents ainsi que les céréales destinées à la consommation des paysans, au fourrage pour le bétail, et ont amené en 1932 une véritable famine qui sévissait encore en 1933.

Or, ce n'est que plus tard que Khrouchtchev l'a reconnu ajoutant qu'à cette époque personne ne songea à acheter du blé à l'étranger pour venir en aide aux affamés. Il disait vrai. Non seulement on n'envoyait pas de blé aux paysans, mais il était interdit de parler de cette situation et la presse de l'époque n'en contient pas la moindre trace (**).

(*) La collectivisation formée a coûté des millions de vies humaines. Ce chiffre, évalué par des sources différentes, se situe entre 5 à 20 millions, vraisemblablement aux environs de 12 à 15 millions, c'est-à-dire à peu près autant que coûta à l'U.R.S.S. la seconde guerre mondiale.

(**) Notons que jusqu'à nos jours l'U.R.S.S., malgré ses immenses territoires, n'arrivant pas à subvenir à ses propres besoins en céréales et en vivres à cause de l'organisation bureaucratique, autoritaire et arbitraire de la vie paysanne, non seulement ne participe pas à la lutte contre la famine dans le monde, mais achète des céréales à l'extérieur, diminuant ainsi les réserves mondiales disponibles.

L'opposition à la collectivisation

Pourtant il ne faudrait pas oublier, en parlant de l'attitude du parti à l'égard de la collectivisation, que ce parti n'était pas unanime à ce sujet. On peut dire, au contraire, qu'aucun autre problème n'avait provoqué autant de divergences que la question agraire.

Ainsi, dans les résolutions du Comité Central et de la 14e Conférence d'avril 1925 on peut lire ceci : *« Les problèmes économiques essentiels à la campagne consistent, dans la période actuelle, à encourager et à remettre sur pied la masse des exploitations paysannes en développant la circulation marchande. »* La même année, le 22 mars 1925, Kalinine écrivait dans les « Izvestia » : *« On ne peut parler aujourd'hui du koulak comme d'une couche sociale que si l'on estime que tout chef d'exploitation agricole, tout paysan remplissant normalement sa tâche comme le voulait la règle sous le communisme de guerre, est un koulak. »*

Dans la « Pravda » du 30 avril 1925 fut publié le discours suivant de Rykov, alors président du Conseil des commissaires du peuple : *« Bien que tout le monde, depuis l'assemblée du village jusqu'aux comités de province du Parti et au Comité Central, discute aujourd'hui du koulak, la question pour beaucoup manque encore de clarté. Ainsi, il me semble parfaitement erroné de vouloir opposer le paysan aisé au koulak. Mener la discussion sur ce plan, c'est faire de la scolastique. Tracer une ligne de partage entre l'un et l'autre est impossible. Nous devons adopter envers le koulak la même conduite qu'à l'égard du capital privé urbain dans le domaine industriel et commercial. Le capital privé ne doit pas être combattu par des mesures administratives. L'action réciproque de l'Etat et du capital privé se situe sur le plan de l'émulation économique et de la concurrence. Ce genre de rapports doit également définir notre attitude envers la bourgeoisie des campagnes. Il faut cesser d'exercer une pression sur elle. Les mesures restrictives fermant la porte à toute coopération avec cette couche sociale doivent être abolies, mais le Parti prendra les décisions nécessaires pour que les postes de commande de cette coopération ne passent pas aux mains de la couche bourgeoise de ces campagnes. En accordant des conditions permettant la libre accumulation dans les exploitations koulaks le rythme de l'accumulation s'accroîtra dans l'ensemble de l'économie,*

le revenu national augmentera rapidement, les possibilités matérielles de venir en aide aux exploitations pauvres deviendront plus grandes et la main-d'œuvre des campagnes qui ne trouve pas à s'employer pourra être réduite. »

Dans un autre discours à la 14e Conférence, Rykov disait qu'il fallait *« supprimer les entraves administratives à l'accumulation »*.

Il est curieux de constater l'opinion, au même moment, de Molotov, qui fut plus tard un des plus durables piliers du stalinisme. En effet, à la même 14e Conférence, Molotov, le principal adjoint de Staline au secrétariat du parti, prononça le discours suivant : *« Il est moins urgent de donner une définition du koulak que de dire exactement quels sont les paysans qui en aucun cas ne devront être classés dans cette catégorie. On évitera tout particulièrement de ranger parmi les koulaks le paysan moyen consciencieux. »* Et Molotov de préciser que *« la lutte contre l'économie « koulak » sera menée non en « dékoulakisant », non en procédant à des arrestations et en infligeant des amendes, mais par des mesures coordonnées en matière de fiscalité, par le remembrement et le mouvement coopératif, lequel est appelé à jouer un rôle considérable. »*

Dans son activité ultérieure, Molotov sembla ne pas se rappeler ce discours qui d'ailleurs contenait d'autres phrases intéressantes et notamment celles-ci : *« Certains communistes ont une manière de voir qui s'écarte de la ligne du Parti. Ils adoptent la position des paysans pauvres et la substituent à celle du Parti. Il en résulte une définition erronée des problèmes que pose la collectivisation agraire capable, assure-t-on, dans les conditions présentes, de rétablir complètement la situation de la masse paysanne pauvre. Cette optique reflète les illusions de ces derniers... »* et Molotov continue : *« ... on ne doit pas se laisser gagner par les illusions des grandes masses paysannes sur la collectivisation, ce qu'il faut c'est que l'exploitation paysanne coopère et que les communistes surtout se débarrassent des illusions qui nous écartent de la bonne voie »* (voir « Pravda » du 23 avril 1925 et du 9 mai 1925).

Nous voyons donc qu'en 1925, la fraction dirigeante du parti considérait la collectivisation comme une « illusion », mais dès décembre 1927, lors du XVe congrès, cette fraction dirigeante exprima l'opinion que la collectivisation des paysans individuels devait être considérée comme *« tâche fondamentale du Parti »*.

Citons encore le discours de Boukharine prononcé le 17 avril 1925 : *« La N.E.P. existe dans les villes,* disait Boukharine, *mais elle n'existe ni dans les campagnes, ni dans l'industrie artisanale », « ... il faut combattre le capital privé non pas en fermant ses boutiques, mais en produisant des articles de meilleure qualité et moins chers que*

les siens. Dans les campagnes, les rapports qui existaient sous le communisme de guerre n'ont pas changé. Le paysan aisé et le koulak ont peur de faire de l'accumulation. Le paysan qui veut couvrir son izba d'un toit métallique, peut demain être déclaré koulak. Le paysan qui achète une machine fait en sorte que les communistes ne le sachent pas. L'amélioration technique s'accomplit dans une atmosphère de conspiration. Le koulak est en butte à la pression administrative et le paysan moyen craint d'améliorer son exploitation car il risque d'être classé parmi les koulaks et d'être l'objet de la même pression. Nous appliquons la même politique à une autre catégorie de la petite-bourgeoisie : les artisans. Nous leur prenons au moyen de l'impôt la moitié ou presque de ce qu'ils produisent. Leur travail devient impossible et c'est pourquoi, à la campagne, des gens ne travaillent nulle part. Dans ces conditions, la main-d'œuvre excédentaire, le trop-plein de la population rurale ne peut pas être résorbé. Notre politique doit être orientée de manière à lever, au moins en partie, les entraves qui freinent le développement de l'entreprise du paysan aisé et du koulak. Aux paysans, à tous les paysans, il faut dire : « Enrichissez-vous, développez votre exploitation et ne craignez pas qu'on vous prenne à la gorge. »

Opposition « de droite » et « de gauche »

Ce discours de Boukharine fut une sorte de programme de l'opposition qui fut qualifiée de *« droite »*. L'appel *« Enrichissez-vous »* provoqua des réactions des adversaires de cette position. Ainsi Kroupskaïa, la veuve de Lénine, envoya une protestation et Staline interdit sa publication.

En somme, l'opposition dite « de droite » voulait une paysannerie prospère sur laquelle devait s'appuyer l'industrie, et sans laquelle, d'après les promoteurs de cette opposition, le régime socialiste ne pourrait pas exister.

Felix Dzerjinsky, le créateur de la police secrète soviétique, qui partageait sur ce point les vues de Boukharine, disait au Comité Central en juin 1926, contre Piatakov (opposition dite *« de gauche »*) : *« Le malheur est qu'il y a chez nous des gens qui redoutent le bien-être des campagnes. Mais peut-on industrialiser le pays si l'idée de ce bien-être fait peur ? »*

Après son premier appel « Enrichissez-vous ! », Boukharine développait ses idées en écrivant : *« En libérant les possibilités du paysan aisé et du koulak, nous obtenons des plus-values permettant d'aider les petites exploitations. Il faut arriver à accroître le revenu national, alors seulement nous pourrons épauler, non plus en paroles mais*

en fait, les paysans moyens et les journaliers. Certains camarades, continuait Boukharine, *prétendent que si le capitalisme dans les campagnes réussit à prendre de l'ampleur et si le koulak est à même de disposer d'une grosse exploitation, le propriétaire foncier réapparaîtra, ce qui nous obligera à faire une autre révolution, une révolution en quelque sorte supplémentaire, à la campagne. J'estime cette manière de voir,* disait Boukharine, *théoriquement erronée et pratiquement absurde. Si nous invitons toutes les campagnes à accumuler, et qu'en même temps nous disons que dans deux ans nous les exproprierons par la force, personne ne voudra accumuler quoi que ce soit. Alors que, dans tous les pays bourgeois,* argumentait plus loin Boukharine, *le paysan est intégré par ses organisations coopératives, dans la bourgeoisie industrielle et bancaire, sous la dictature des ouvriers, étant donné les rapports entre le pouvoir et les organismes agricoles et grâce à la nationalisation du sol, nous conduirons, par la coopération, le paysan au socialisme. Il ne faut pas croire que si nous les poussons aux kolkhozes, les paysans y viendront plus vite. Certes, nous devons épauler les kolkhozes, mais on ne peut affirmer que c'est la voie que prendra la masse paysanne pour aller au socialisme. Nous devons amener le paysan au socialisme en nous appuyant sur ses intérêts particuliers. »*

L'opposition dite de droite estimait qu'avec des coopératives de vente et de crédit le paysan finirait par être intégré dans le système soviétique étatique, tout comme dans les pays capitalistes le paysan est intégré dans un système économique capitaliste. L'opposition de droite ne craignait pas l'accumulation dans le village soviétique, au contraire, elle estimait que la plus-value que le paysan aisé mettrait dans les banques étatiques servirait en fin de compte à toute l'économie soviétique. *« La lutte de classe ne disparaîtra pas d'emblée, mais on n'aura pas besoin, comme certains le croient, d'exproprier par une autre révolution, les éléments capitalistes qui se développent à la campagne »*, écrivait Boukharine (*).

L'opposition dite *« de gauche »* accusait les *« droitiers »* de copier Stolypine, dont nous avons décrit plus haut la réforme (voir p. 15). Ainsi Préobrajensky disait que *« le fil conducteur du développement économique des couches supérieures de nos campagnes passe par la création des fermes capitalistes. Rompu par la révolution, ce fil est historiquement renoué. »* (**).

Mais Staline, tout en louvoyant entre les deux oppositions et ne voulant surtout pas être dépassé par la *« gauche »*, a fait en

(*) Ce document ainsi que d'autres cités plus haut concernant l'opposition dite « de droite » sont reproduits d'après la revue « Contrat social », vol. VII, no 1, janvier-février 1963. Article de N. Valentinov.

(**) Compte rendu sténographique de la 15e Conférence, p. 124.

sorte qu'en octobre 1927, la session commune du Comité Central et de la Commission Centrale de contrôle prit la décision de *« restreindre »* l'usage permettant la création des terres de culture, surtout de fermes séparées et d'y mettre un terme définitif quand ces entreprises ont pour effet d'accroître les éléments capitalistes. Et à la fin de 1927 fut lancé le mot d'ordre de la collectivisation. Néanmoins, dans un discours en juillet 1928, le *« droitier »* Rykov pouvait encore dire : *« la tâche principale du Parti est de développer l'entreprise paysanne individuelle en lui accordant l'aide de l'Etat pour s'organiser sur le plan de la coopération et en réduisant systématiquement les éléments exploiteurs »*. Mais, ajoutait-il, *« il va de soi que l'offensive contre ces derniers ne devra pas être menée suivant les méthodes dites de dékoulakisation »*.

L'opposition de *« droite »* réussit encore à faire condamner les actes de violence pareils à ceux du communisme de guerre. Dans la résolution adoptée nous lisons que *« tout devra être mis en œuvre pour développer la production de la petite et moyenne entreprise paysanne individuelle qui, pour longtemps encore, constituera la base de la production des céréales dans le pays »* (*). C'était la dernière concession faite par Staline aux conceptions de cette opposition.

Trotsky et la collectivisation

Nous nous sommes arrêtés sur les conceptions de l'opposition dite *« de droite »* concernant la question agraire. Arrêtons-nous maintenant plus en détail sur l'opposition dite *« de gauche »* concernant ce même problème agraire. Ainsi, dans une lettre adressée de Constantinople par Trotsky à Boris Souvarine le 23 avril 1929, nous lisons ceci concernant la question paysanne : *« Pour moi, la question même commence par la négation du paysannat considéré comme un tout. Il s'agit de la lutte des classes à l'intérieur du paysannat »* et aussi *« Les paysans moyens représentent un protoplasme tout à fait spécial. La formation de ce protoplasme s'accomplit inévitablement dans deux directions : capitaliste, par l'entremise des koulaks ; socialiste, par l'intermédiaire des paysans semi-prolétaires et journaliers agricoles. Qui ignore ce processus fondamental, qui généralise en parlant du paysannat, qui ne s'aperçoit pas que le « paysannat » a deux faces ennemies, est perdu sans retour. »* (**)

(*) **Le P.C. de l'Union Soviétique à travers les résolutions**, p. 513. Cité d'après le « Contrat social », janvier-février 1963.

(**) Voir : **Contributions à l'Histoire du Comintern**, Boris Souvarine, une controverse avec Trotsky (1929). Genève, Librairie Droz, 1965.

D'autre part, Trotsky écrivait en 1929 dans la préface à la 2e édition de son livre « 1905 », que *« le prolétariat doit entrer fatalement en conflit avec les grandes masses paysannes dont l'appui l'a porté au pouvoir »*. Il estimait que dans les conditions d'un pays arriéré où la population paysanne est en écrasante majorité, les antagonismes ne peuvent trouver leur solution qu'à l'échelle internationale et dans le champ clos de la révolution mondiale.

Cette opinion de Trotsky était d'ailleurs communément admise par tous les adeptes de la doctrine du marxisme révolutionnaire d'avant la révolution russe.

Déjà, du vivant de Lénine, en 1922, Préobrajensky, futur opposant de *« gauche »*, écrivait que *« des rangs de la masse des paysans moyens une couche de paysans économiquement forts cherche de plus en plus à améliorer la culture agricole et à accroître le rendement par un effort intensif de l'entreprise individuelle »*. Préobrajensky ainsi que d'autres oppositionnels de « gauche » craignaient cette amélioration de l'économie paysanne.

Au XIVe congrès Staline, qui, à cette époque, défendait la N.E.P., disait que *« si l'on demandait aux communistes à quoi le Parti est le plus enclin, dépouiller le koulak ou, pour éviter cela, s'allier avec le paysan moyen, je crois que sur 100 communistes 99 diraient que le Parti est plus que tout préparé au mot d'ordre* Sus au koulak ! *Qu'on lance ce mot d'ordre*, continuait Staline, *et en un clin d'œil le koulak n'aura plus rien sur son dos »*. Et Staline d'ajouter : *« Quant à ne plus « dékoulakiser » et à mener une politique plus subtile, la chose n'est pas facile à digérer. Avec ses idées, l'opposition mène à l'exaspération de la lutte de classes au village, au retour à la politique de dékoulakisation des Comités des paysans pauvres, par conséquent à la guerre civile. »*

En 1923, Préobrajensky avait commencé à motiver sa conception dans un article du « Messager de l'Académie communiste » (huitième livraison) intitulé *« De la loi de l'accumulation primitive »*. En 1925, il en publiait la suite intitulée *« De la loi de la valeur dans l'économie soviétique »*. Dans cet article, Préobrajensky n'admettait pas l'existence, parallèlement à l'entreprise socialiste, d'entreprises paysannes, industrielles ou commerciales. Selon lui, l'entreprise socialiste devait « dévorer » l'entreprise privée. *« L'idée que l'entreprise socialiste peut se développer d'elle-même* sans toucher *aux ressources de l'entreprise petite-bourgeoise, y compris l'entreprise paysanne, est une utopie réactionnaire petite-bourgeoise »*, affirmait-il.

Pour Préobrajensky, la loi fondamentale de l'économie soviétique était précisément la loi de l'accumulation primitive. L'opposition de *« gauche »* préconisait, contrairement à l'opposition dite de *« droite »*,

de relever les prix industriels pour pomper de cette manière la paysannerie.

Cette idée fut plus brutalement exprimée par Staline dans son discours au XV[e] congrès : *« Nous n'avons pas de colonies, on nous refuse des emprunts, par conséquent, voici notre arme :* le tribut levé sur le paysannat. »

En avril 1935, Trotsky, de son exil à l'étranger, prenait à son compte la collectivisation disant qu'*en 1928 l'opposition obligea le Parti à adopter ses conceptions, le forçant à s'engager dans la « voie » de l'industrialisation et de la collectivisation.*

La structure des kolkhozes

Un kolkhoze ou ce qui devrait être une ferme collective est un organisme qui, de par sa nature même, diffère essentiellement d'une association coopérative. En réalité un kolkhoze est un organisme étatique qui tend à transformer les paysans en ouvriers agricoles accomplissant leur tâche par peur des sanctions pénales.

Par l'intermédiaire de ses organismes locaux et de ses sections agraires de *« rayons »*, le ministère de l'Agriculture administre et contrôle l'activité des kolkhozes.

Au début, un kolkhoze présentait un ensemble d'unités économiques : un kolkhoze proprement dit et une station de machines et de tracteurs, dénommée MTS. Une station de machines et de tracteurs desservait environ 42 kolkhozes, de sorte que les machines agricoles n'appartenaient pas aux kolkhozes, mais, au contraire, les kolkhozes dépendaient pour les travaux agricoles desdites stations.

Conformément au décret du 13 avril 1930, les kolkhozes, dans les « rayons » cultivant surtout des céréales, étaient tenus de livrer à l'Etat entre un quart et un tiers de la récolte globale calculée sur la base d'une année moyenne ; pour les kolkhozes qui n'étaient pas considérés comme producteurs de céréales, les livraisons obligatoires ne dépassaient pas le huitième de la récolte globale. En réalité toute la production marchande allait à la collecte.

En 1932, le gouvernement décida de prendre des mesures pour régulariser le ravitaillement. Ainsi, les contrats de livraison des céréales furent supprimés et on institua un impôt payable en blé ; le taux de cet impôt devait être fixé chaque année par le gouvernement. Pour les travaux de labour, d'emblavure, de moisson et de battage les MTS devaient obtenir 20 % de la récolte. Les kolkhozes, les kolkhoziens et les cultivateurs individuels furent autorisés, après les livraisons dues à l'Etat, à vendre leurs excédents sur des marchés kolkhoziens à des prix non taxés. En même temps, pour diriger des kolkhozes et des sovkhozes furent organisées auprès des sovhozes et des MTS des sections politiques formées de membres du parti. Ces sections politiques devaient épurer les kolkhozes et les MTS des éléments *socialement dangereux* et faire comprendre aux kolkhoziens la nécessité de remplir les engagements quant aux livraisons à l'Etat.

A partir de 1930, un système de rémunération des kolkhoziens fut adopté basé sur le nombre des journées de travail effectuées par les kolkhoziens dans l'année. La journée de travail appelée *troudodien* ne correspond pas à la journée physique de labeur. Quand un kolkhozien a accompli un travail ne demandant pas de connaissances spéciales, on lui compte pour sa journée physique un *troudodien* ; par contre, une journée de travail qualifié lui sera comptée pour un troudodien et demi ou deux troudodiens. Et au fur et à mesure que la qualification du kolkhozien augmente, le nombre des troudodiens augmente lui aussi.

Pourquoi ce mode de rémunération en journées de travail ?

Au VI[e] congrès des soviets, en mars 1931, le commissaire à l'Agriculture Yakovlev souligna que l'erreur la plus grave fut commise en 1930, quand le revenu fut réparti non pas d'après le travail effectué, mais par tête. Et c'est pour intéresser les kolkhoziens aux fruits de leur labeur que fut introduite la rémunération par *troudodien*. Soulignons cependant que la répartition devait s'effectuer — et s'effectue jusqu'à présent — à la fin de l'année agricole, au prorata des revenus globaux du kolkhoze. Mais il faut remarquer que pour un très grand pourcentage des kolkhozes, vu les revenus très restreints, la rémunération des kolkhoziens pour leurs troudodiens était nulle ou quasi nulle. Après la disparition de Staline, il fut question de donner aux kolkhoziens des avances en argent et en nature sur les troudodiens effectués pour leur permettre de subsister jusqu'à la fin de l'année agricole. Mais très restreint fut le nombre des kolkhozes possédant les moyens financiers nécessaires pour donner ces avances (*).

Production individuelle et production collective

Aussi, en parlant des moyens d'existence des kolkhoziens, il est indispensable de s'arrêter sur le problème des parcelles de terre que chaque kolkhozien a le droit de posséder derrière sa maison et qu'il a le droit de cultiver à son profit personnel sans devoir abandonner la récolte à l'Etat. Pour la possession de ces lots individuels, la paysannerie mène une lutte sourde et incessante contre l'Etat, de sorte que tantôt l'Etat les diminue, tantôt les kolkhoziens les augmentent par une espèce d'auto-défense. C'est à ces lots individuels, d'ailleurs très petits (entre 25 et 50 ares), que la paysannerie soviétique accorde toute son attention, les travaillant avec un soin particulier, et ce sont ces lots qui nourrissent non seulement les paysans eux-mêmes, mais aussi en partie la population urbaine.

(*) En juillet 1966 a été juridiquement introduite la rémunération garantie des kolkhoziens sur la base des salaires des ouvriers des sovkhozes. Nous ne possédons pas de données sur l'application effective de cette mesure.

Ainsi, dans les « Izvestia » du 4 mars 1966, un certain Stépanov donne les chiffres suivants : les lopins individuels ont donné en 1964 42 % de la viande et des produits laitiers du pays, 73 % des œufs et 64 % de pommes de terre. Or la superficie globale de ces lopins est égale à 3 % de l'ensemble des terres cultivables !

Il existe cependant un minimum de travail obligatoire. Par décret du 27 mai 1939 fut fixé un minimum obligatoire de 60 à 100 journées de travail pour chaque kolkhozien valide. Si les kolkhoziens ne faisaient pas ce minimum de journées dans l'année, on avait le droit de leur retirer leur maison et leur lopin individuel.

Le 13 avril 1942, le minimum de travail obligatoire pour les kolkhoziens et kolkhoziennes valides fut élevé à 100 — 150 troudodiens et les adolescents de 13 à 16 ans furent astreints à 50 journées de travail obligatoire. Actuellement, d'après les estimations, on évalue entre 197 et 199 le nombre moyen des journées de travail accomplies par un individu valide. En même temps, les autorités locales furent autorisées à mobiliser les citadins valides — les hommes de 14 à 55 ans, les femmes de 14 à 50 ans — pour aider dans les travaux agricoles urgents. Actuellement encore, la main-d'œuvre auxiliaire citadine dans les kolkhozes se traduit par 83 millions de journées de travail pour la période 1960-63 (« Kommounist », n° 18, 1965).

Avant la guerre, la journée de travail des kolkhoziens était fixée à 9,6 heures, même en période de grands travaux. Par décret du 1[er] août 1940, la journée de travail pendant la moisson devait commencer entre 5 et 6 heures du matin et finir à la tombée de la nuit (*).

Vu le fait que les journées de travail des kolkhoziens étaient et sont pratiquement peu ou pas rémunérées, les kolkhoziens travaillaient et travaillent encore sous la contrainte, ce qui se répercute sur l'état de l'agriculture elle-même. En effet, le kolkhozien, obligé de travailler gratuitement ou quasi gratuitement néglige les travaux agricoles et délaisse les champs, autrefois fertiles. Ainsi, on estime qu'actuellement le nombre des champs en friche dans la partie européenne de la R.S.F.S.R., hors des Terres Noires, est égal aux territoires des pays scandinaves. D'anciens champs sont couverts par la forêt et par des arbustes qui attaquent les terres arables et exigent de nouveau un grand travail de défrichement déjà accompli autrefois par les paysans russes. Les prairies sont envahies par les arbustes et exigent elles aussi un grand travail pour pouvoir nourrir le bétail.

(*) Voir « L'agriculture soviétique », recueil de statistiques, 1959, p. 98.

En outre, les terres soviétiques sont devenues peu fertiles par manque d'engrais tant naturels que chimiques. En effet, l'Etat produit et envoie une certaine quantité d'engrais chimiques, mais la plupart des kolkhozes ne les amènent pas jusqu'à la ferme, n'ayant ni moyens de transport, ni argent pour les payer. De sorte que durant des années, des engrais chimiques déchargés le long des voies de chemins de fer ont formé, en s'accumulant, de véritables monticules. Quant aux kolkhozes qui les amenaient jusqu'aux champs, ils se sont endettés envers l'Etat pour ces engrais.

En ce qui concerne les stations de machines et de tracteurs, elles ont été vendues aux kolkhozes en 1958. Ces derniers devaient payer les machines reçues, ce qui augmenta leur endettement envers l'Etat. Voilà pourquoi, après la chute de Khrouchtchev, le gouvernement déclara une espèce de moratoire ou même l'annulation des dettes kolkhoziennes. Ce n'était d'ailleurs qu'une apparence de magnanimité, car les kolkhozes, de toute façon, étaient incapables de s'acquitter de leurs dettes.

L'administration des kolkhozes

Dès le début de la collectivisation en automne 1929, les kolkhozes n'eurent pas le droit de s'administrer eux-mêmes, et furent livrés aux mains des organisations du parti et des services agraires gouvernementaux.

A mesure que les difficultés pour collecter le blé grandirent, le parti s'efforça d'assumer la direction des kolkhozes. C'est ainsi que le 11 janvier 1933, Staline prononça un discours devant le Comité Central où il définit la tâche du parti dans les campagnes : *« Tant que dans les campagnes, le cultivateur individuel,* disait Staline, *était l'élément dominant, le Parti pouvait limiter son immixtion dans le développement de l'agriculture à des mesures de soutien, à des conseils ou à des recommandations » (...) « Avec le passage à l'exploitation collective, les choses ont bien changé. La responsabilité de l'exploitation n'incombe plus aux cultivateurs, mais au* « noyau » *qui dirige la ferme collective. Cela signifie que le parti ne peut plus, à l'heure actuelle, se contenter d'une immixtion intermittente dans le développement de l'agriculture. Il doit prendre en main la direction des fermes collectives, assumer la responsabilité de leur activité et aider les kolkhoziens à gérer leur exploitation collective avec les moyens que la science et la technique mettent à leur disposition. »* Et Staline d'ajouter : *« Mais ce n'est pas tout. Le kolkhoze est une grosse affaire. Et on ne peut pas gérer une grosse affaire sans plan préalable. La grande entreprise agricole qui englobe des centaines et parfois des milliers de feux, ne peut être gérée que sur la base d'une direction planifiée. Autrement, elle serait vouée à la ruine. »* Staline continue en disant que : *« Pour gérer cette exploitation, il faut fournir à la ferme collective un certain nombre de personnes ayant un minimum d'instruction, capables de planifier l'activité de l'entreprise et de l'organiser. Il est clair,* dit Staline, *que si le gouvernement ne s'immisce pas d'une manière systématique dans l'organisation du kolkhoze, s'il ne lui apporte pas une aide systématique, on ne parviendra pas à mettre sur pied cette entreprise. »* (*)

(*) Voir **Staline. Les questions du léninisme**, 10e éd., pp. 517-518.

Le statut kolkhozien de 1935

Le statut kolkhozien de 1935 précise que les affaires de l'association sont gérées par l'assemblée générale des membres qui la constituent et, entre deux assemblées, par le conseil d'administration élu par l'assemblée générale ; celle-ci désigne le président de l'association, les membres du conseil d'administration et les membres de la commission de contrôle, la nomination de ces derniers devant être approuvée par le Comité exécutif des soviets du *rayon*. Mais dans les commentaires que l'organe du commissariat de l'Agriculture et de l'administration des fermes collectives a consacrés à ce statut, nous trouvons les éclaircissements suivants : *« Dans cette question d'organisation fondamentale qu'est le choix des cadres appelés à diriger la ferme collective, le rôle primordial est confié aux comités exécutifs de « rayon ». L'Etat prolétarien ne peut pas se laisser dessaisir de cet important levier qui lui permet de diriger l'exploitation collective. »* (*)

Or, en pratique, ce fameux levier (**) est immanquablement confié non pas aux hommes élus par l'assemblée générale comme cela devait être selon la lettre du statut, mais aux hommes *nommés* par l'Etat. On peut affirmer qu'en règle générale le kolkhozien du rang n'a rien à dire dans l'administration du kolkhoze et même souvent, les présidents eux-mêmes, quoique nommés par les instances de l'Etat, ne sont pas maîtres de semer ce qu'ils trouvent nécessaire, de choisir la date ni des semailles ni des moissons. Ils doivent obéir aux plans présentés par les autorités locales qui sont surtout préoccupées d'exécuter le plan, ne fût-ce que sur le papier, pour pouvoir faire des rapports avantageux aux autorités auxquelles elles sont subordonnées.

Et ces dernières font le même bluff envers leurs supérieurs. Aussi les techniciens du kolkhoze sont-ils eux aussi sans pouvoir par rapport aux autorités locales de l'Etat et du parti.

(*) M. Laptiev, « Le nouveau statut de l'Association agricole vu à travers la doctrine de Lénine et de Staline » « Sotsialistitcheskaïa rekonstrouktsia selskoyo khoziaïstva », juillet 1935, p. 65.

(**) L'expression « Levier de commande » est devenu une sorte de slogan de l'Etat en U.R.S.S. A ces leviers est consacré le fameux récit d'Alexandre Yachine intitulé « Les leviers » dans lequel l'auteur décrit une assemblée d'une cellule communiste d'un kolkhoze où l'on discute ce problème important. Ce récit a été confisqué après sa parution et existe dans un exemplaire rare d'un recueil intitulé « Literatournaïa Moskva », recueil II, p. 502.

Les paysans pendant la guerre de 1939-1945

La paysannerie soviétique est entrée en guerre avec le sentiment d'être une classe humiliée sinon sacrifiée. Dans de nombreux villages l'état d'esprit était tel qu'on se demandait si l'occupant ne serait pas plus clément que le pouvoir soviétique. Déjà la difficile guerre avec la Finlande dont la population était, en nombre, inférieure à la population de la seule ville de Léningrad, avait troublé les esprits du pays tout entier et, naturellement, de la paysannerie. Plus tard, quand l'Allemagne entra en guerre avec l'U.R.S.S., une grande partie des défaites de la première époque de la guerre, avec des millions de prisonniers du côté de l'armée rouge, était due en partie à la politique envers les paysans. Evidemment, la politique folle de Hitler envers les prisonniers soviétiques et envers la population des territoires occupés renversa vite la vapeur, mais pendant les premiers mois de l'été 1941, les paysans, en grande majorité, mettaient leur espoir dans le renversement du régime et l'abolition des kolkhozes.

Durant la guerre, toute la population masculine étant mobilisée, c'étaient souvent les femmes et les enfants, qui, n'ayant ni chevaux ni bœufs, tiraient les charrues et labouraient la terre. Les kolkhozes étaient maintenus, mais l'administration n'était pas en état d'appliquer avec une totale sévérité les règlements. Aussi le lopin de chaque famille paysanne a-t-il spontanément augmenté et la paysannerie se nourrissait elle-même tant bien que mal, et nourrissait encore la ville et l'armée. Les temps étaient certes durs, mais le kolkhozien respirait mieux qu'en temps de paix, les autorités étaient moins nombreuses et plus lointaines.

Les paysannes s'attendaient qu'après tant de sacrifices, la guerre finie, quand les hommes restés en vie rentreraient chez eux, la vie deviendrait plus facile.

Or, d'un côté les pertes en hommes soldats étaient terribles. Quant aux paysans prisonniers, ils ont péri par dizaines de milliers dans des camps hitlériens et ceux qui avaient survécu, ne sont pas revenus dans les villages, les anciens prisonniers ayant tous été envoyés directement dans les nombreux camps de travaux forcés

staliniens, où ils ont en grande majorité fini leurs jours. Nous n'avons pas de chiffres, mais le nombre d'anciens prisonniers revenus dans leur foyer est infime. La presse officielle n'en parle pas, mais des données indirectes se trouvent souvent dans la littérature soviétique (récits et romans).

Il faut encore ajouter que, dans les zones occupées par les Allemands, la population s'élevait à 88 millions d'habitants. Les autorités allemandes brûlèrent 70.000 villages et prirent, chez les paysans, 7 millions de chevaux et bêtes à cornes (d'après les données de la Commission gouvernementale chargée de recenser les crimes de guerre dans les territoires occupés de l'U.R.S.S.).

Durant la première période de la guerre, dans les zones occupées, la population paysanne commença à partager les terres kolkhoziennes (d'après des récits de personnes déplacées) et le faisait avec beaucoup de minutie. Mais bientôt les autorités allemandes d'occupation comprirent qu'il était plus facile pour elles d'avoir affaire aux kolkhoziens qu'aux paysans individuels ; aussi ne favorisèrent-ils plus le partage des terres. En outre, le mouvement des partisans qui a commencé dans les zones occupées avec une forte participation paysanne a définitivement brouillé les cartes.

Quand les autorités soviétiques revinrent, elles considérèrent *toute* la population des zones autrefois occupées comme coupable de collaboration et effectuèrent des déportations en masse des territoires libérés, ce qui ne contribua en aucune façon à la prompte restauration de l'agriculture, ni au bien-être des paysans, qui ne fut jamais d'ailleurs le souci réel des autorités bolchéviques.

L'après-guerre : les agrovilles

Après la guerre, Staline, encouragé par la victoire, ne pensait évidemment nullement à la libéralisation du régime kolkhozien. Au contraire, aussi bien lui que son entourage, voulaient serrer encore plus la vis du régime des kolkhozes. Ainsi, en 1948, fut conçue sur une large échelle une réforme destinée à élargir considérablement les fermes collectives. On envisageait de transplanter les hameaux kolkhoziens dans des agglomérations plus importantes qui devaient être construites, et auxquelles on avait donné d'avance le nom prétentieux d'agrovilles. Ces agrovilles devaient, selon les protagonistes de cette idée, faciliter l'emploi des machines agricoles et en même temps arracher les kolkhoziens aux lopins de terre qui les nourrissaient.

En effet, il s'agissait cette fois d'enlever par la force les paysans à leurs anciennes bases, de les déplacer de leurs terres natales. Il fut même question de détruire les villages avec leurs isbas et leurs jardins, et de faire venir les paysans dans des agrovilles, qui devaient être construites à base de maisons modernes.

Ce plan incendiaire reçut un commencement de réalisation dans sa partie négative, destructrice. On promettait aux kolkhoziens monts et merveilles, en parlant évidemment en leur nom comme s'ils avaient été préalablement consultés. Ainsi A. Savine écrivait dans les « Voprossy ekonomiki » de septembre 1950, que *« les villages et hameaux sont mal aménagés et manquent de locaux pour des organisations culturelles et sociales. C'est pourquoi les membres de ces grandes associations agricoles estiment qu'il convient de construire de nouvelles agglomérations disposant des aménagements nécessaires pour que, dans un proche avenir, on puisse y transférer tous les kolkhoziens habitant dans les villages ou hameaux éloignés les uns des autres et dépourvus d'installations modernes. »*

Dans la « Pravda » du 28 février 1951, F. Grinko disait aussi que *« de grosses associations agricoles pourront créer de grandes stations électriques, des services combinés pour transformer les produits agricoles, des entreprises pour fabriquer les matériaux de construction dont elles ont besoin, et bâtir de vastes et magnifiques locaux pour les organisations culturelles et sociales ».*

Les agrovilles eurent enfin un autre défenseur de marque, c'était Nikita Khrouchtchev qui écrivait dans la « Pravda » du 4 mars 1951 :

« le niveau matériel et culturel du kolkhoze s'est élevé. Ce dernier a aujourd'hui d'autres besoins, il veut organiser sa vie dans de bonnes conditions et une seule pièce d'habitation ne peut plus le satisfaire. Il faut trouver le moyen de lui en donner deux, trois ou même quatre ». Or tout cela n'était que mensonge grossier. Les villages soviétiques à ce moment étaient dans un tel état d'épuisement et même de misère atroce que tous ces beaux discours n'étaient que poudre aux yeux et sinistre plaisanterie.

En réalité, ce projet était destiné à briser définitivement la classe paysanne, fût-ce par la destruction physique des êtres humains dépourvus même de toit au-dessus de leur tête. Pour la construction de ces agrovilles, il n'existait aucune base matérielle dans un pays appauvri et détruit par la collectivisation forcée et la guerre. Fort heureusement, ce projet démentiel et criminel fut stoppé dans sa réalisation grâce à la brusque disparition de Staline. Sans cela il eût été appliqué, évidemment dans sa partie destructrice. On aurait chassé les paysans de leurs isbas, sans pouvoir leur donner d'autres abris, et on aurait de cette façon parachevé la destruction physique de la classe elle-même.

Les plans de transplantation forcée sont-ils abandonnés ?

Ainsi à l'heure actuelle ces plans de concentration des paysans dans les localités avec une population relativement importante ne sont nullement abandonnés. Nous en trouvons écho dans la *Lit. Gaz.* n° 49 pour l'année 1967 dans l'article de Semionov, secrétaire du Comité Régional du Parti de la région de Gorki qui dit que *« l'organisation du milieu vital à la campagne nécessite depuis longtemps une intervention sérieuse de la part de l'Etat ».* Et de nouveau on fait miroitier l'organisation des services culturels dans des localités plus grandes que la plupart des villages d'aujourd'hui. Mais les motifs et les moyens de réalisation restent les mêmes quoique l'auteur trouve nécessaire de souligner que *« Naturellement, il ne peut y être question d'une transplantation forcée des gens dans de nouveaux bourgs ».*

Cette précaution de langage s'explique en partie par le fait que l'auteur répond à un autre article publié par N. Tchétounova dans la *Lit. Gaz.* n° 35 de la même année 1967 dans lequel nous lisons que *« dans le but de faire disparaître le plus rapidement et radicalement les différences les plus essentielles entre la ville et la campagne, ainsi qu'on le comprend dans le Gostroï (Office d'Etat de Construction) on projette un système* universel *de transfert des habitants de nos villages ».* Selon ce « système universel » de 600.000 villages (selon d'autres données 700.000) on projette de choisir 120.000 villages *« présentant une perspective »* pour la reconstruction radicale et le développement pour que les 480 (ou 580.000) villages qui restent partent dans le néant. Dans les villages *« présentant une perspective »* où seront créées toutes les commodités de la vie citadine, doivent être transplantés les habitants des villages voisins.

N. Tchétounova nous apprend aussi que dans les villages *« sans perspective »*, c'est-à-dire dans au moins 4 villages sur 5, *« est interdite toute nouvelle construction, n'importe quel aménagement ». « Si tu habites un tel village,* nous dit-elle, *et que ton fils se marie et a des enfants, tu ne peux faire ajouter à ta maison une nouvelle chambre ou faire mettre le chauffage central. »*

Selon le système universel du Gosstroï de l'U.R.S.S., *« un kolkhoze n'a pas droit, par exemple, de construire dans un village éloigné une petite école très nécessaire ou un petit club, car les écoles doivent être construites pour un nombre minimum de 192 élèves avec tout le matériel qu'on ne peut souvent trouver nulle part, sans parler du montant très élevé d'une pareille construction ».*

Mais l'auteur semble optimiste. Elle espère que *« l'idée monstrueuse de surmonter le retard culturel des campagnes en les transformant en villes sans personnalité, avec des maisons de plusieurs étages, est condamnée et rejetée ».* Selon elle, à la conférence de Moscou consacrée à cette question, il était dit que les kolkhoziens refusent catégoriquement d'aller habiter des maisons à plusieurs étages avec des potagers hors de la ville Et l'auteur semble les comprendre en disant que *« la maison à plusieurs logements avec un lopin de terre éloigné c'est une rupture avec les habitudes de travail du paysan. C'est une autre psychologie »* et elle plaide pour qu'on laisse la construction dans les villages aux soins de la coopération villageoise. Elle pense que dans ces conditions les kolkhoziens pourraient mobiliser leurs forces et leurs ressources. Mais c'est justement contre ces idées que le secrétaire de Gorki répond que l'intervention de l'Etat dans l'organisation de la vie du paysan est indispensable. En effet, sans cela que deviendrait la ligne maîtresse des bolchéviks quant au problème paysan ? !

Après la mort de Staline

Quelle était la situation réelle à la mort de Staline ?

Lors du Plénum du C.C. du parti qui eut lieu en septembre 1953, les autorités durent en partie reconnaître l'état précaire de l'économie rurale soviétique. En effet, l'Etat prenait les produits agricoles en payant des prix minimes, purement symboliques.

La pauvreté la plus réelle régnait dans les campagnes. Par les aveux tardifs de Khrouchtchev, le monde a appris (« Pravda » du 7 mai 1964) qu'à la fin de l'ère stalinienne, *« le travail de la plupart des kolkhoziens n'était pratiquement pas rémunéré. Ainsi, par exemple, pour un* troudodien *en 1952, on payait, dans les régions de Kalouga et Toula — 1 kopec (*), dans les régions de Riazan et Lipetsk — 2 kopecs, dans les régions de Kostroma et Koursk — 4 kopecs. Plusieurs kolkhozes ne payaient depuis des années pour les* troudodien *pas un seul kopec. »* (Khrouchtchev raconta aussi le fait suivant :

« En 1952, Staline proposa de créer une commission qui devait établir des mesures pratiques pour le développement de l'élevage dans les kolkhozes et sovkhozes.

J'ai eu l'occasion d'assister à cette commission, dit Khrouchtchev. *Les camarades Mikoïane, Ignatov et d'autres, nous avions élaboré ensemble des propositions ; elles étaient assez modestes. Pour augmenter l'intérêt matériel par l'augmentation de la production, nous projetions, entre autres, d'augmenter quelque peu les prix d'approvisionnement de la viande, du lait et d'autres produits. Nous avons fait connaître ce projet à Staline, il y jeta un coup d'œil et dit : « Non, ça ne va pas, travaillez encore un peu, faites d'autres propositions, et prenez en considération qu'il faut augmenter l'impôt sur les kolkhozes et les kolkhoziens de 40 milliards de roubles environ. » Cela se passait à l'époque où tous les revenus en argent des kolkhozes s'évaluaient à 42 milliards de roubles. Comment aurait-on pu encore ajouter 40 milliards de roubles à ce que les kolkhozes payaient déjà ? Si l'on avait vendu tout ce que les kolkhozes possédaient, même avec cela ils n'auraient pu payer un tel impôt. »*

En face d'une telle misère, les paysans quittaient en masse les villages bien que cela leur fût formellement interdit, car les kolkhoziens

(*) 1 kopec vaut actuellement : 0 F 55 actuels, 55 francs anciens.

étaient et sont encore juridiquement attachés à leurs kolkhozes. Ils n'ont pas le droit de les quitter sans autorisation spéciale des autorités kolkhoziennes. Et puis, pour prendre domicile dans un autre endroit, surtout en ville, il faut avoir un passeport. C'est qu'un citoyen soviétique, quel qu'il soit, devait et doit actuellement encore posséder un passeport à partir de l'âge de 16 ans (*), sauf les kolkhoziens à qui on refuse, au contraire, de l'accorder, afin qu'ils ne puissent aller vivre en ville. On refuse même souvent aux enfants des kolkhoziens un passeport pour aller étudier en ville. De tels faits ont été signalés par l'écrivain Efim Doroch dans ses « Carnets Villageois » publiés dans la revue « Novy Mir », numéro 6, 1964, et dans la revue « Neva », dans le numéro de janvier 1964, récit de Fedor Abramov, pp. 22-23.

Mais retournons au plénum de septembre 1953. Dans sa résolution nous lisons que *« ... reconnaissant les branches les plus importantes de l'agriculture comme non satisfaisantes, le plénum du C.C. du Parti considère nécessaire et urgente la réalisation d'une série des mesures importantes en vue du relèvement des branches en retard de l'agriculture, des kolkhozes, des sovkhozes jusqu'à un niveau avancé, pour assurer un relèvement puissant de toute l'économie socialiste. Le problème est de satisfaire* — disait la résolution du plénum — *durant les 2 ou 3 années qui viennent les besoins croissants de la population de notre pays en produits alimentaires et d'assurer en matières premières l'industrie alimentaire. »* (« Pravda » du 13-9-1953.

Cependant, Khrouchtchev minimisait les difficultés disant que *« nous satisfaisons en somme les besoins nécessaires du pays quant à la culture des céréales en ce sens que notre pays est en général assuré d'avoir du pain ; nous avons les réserves d'Etat nécessaires et nous effectuons dans une certaine mesure des opérations d'exportation de céréales. »* (Voir le recueil des discours et des documents de N.S. Khrouchtchev « Semitomnik », vol. I, p. 10, en russe.) Dans le même discours, il reconnaissait que l'élevage se développait extrêmement lentement (« Semitomnik », p. 20). Or, pendant le plénum du C.C. du parti de février-mars 1954, c'est-à-dire six mois plus tard, il fut avéré que la situation sur le front agricole était beaucoup plus alarmante et Khrouchtchev fut obligé de constater que *« le niveau actuel de la production des céréales ne couvre pas les besoins de l'économie nationale »*. Et au lieu de chercher remède en traitant le mal à sa racine le même plénum décida de mettre en valeur d'urgence des terres vierges dans le Kazakhstan et en Sibérie occidentale.

D'ailleurs, on comprend que les dirigeants ne veuillent pas poser

(*) Voir dans la « Malaïa Encyclopedia », Système des passeports, vol. 6, p. 1230-1231, 1959.

la question primordiale : celle du régime des kolkhozes tels qu'ils sont organisés au point de vue économique et politique. Sont-ils rentables pour l'économie du pays et pour les paysans eux-mêmes ? Car poser cette question signifierait poser toute la douloureuse question de la collectivisation forcée de 1930 et aussi le problème du fonctionnement de l'économie du pays tout entier, basé sur le travail presque gratuit, donc sur l'exploitation d'une classe entière : la paysannerie. Souvenons-nous que Staline disait que la Russie ne possédant pas de colonies devait se rattraper sur les paysans. En effet, toute la politique du régime depuis les premiers plans quinquennaux fut et reste encore aujourd'hui basée sur le travail quasi gratuit ou, dans le meilleur cas, très mal payé d'une énorme portion de la population — les kolkhoziens.

Ceux-ci se défendent comme ils peuvent en s'échappant des kolkhozes, d'où diminution de la productivité agricole et même abandon des terres, qui redeviennent incultes, à l'intérieur même de la Russie européenne, c'est-à-dire des terres qui avaient été utilisées durant des siècles. (Voir « Novy Mir », n° 3, 1963, pp. 177-79-83-85, et les « Izvestia » du 11-2-1964, rapport de I. Volovtchenko au plénum du C.C.)

L'expérience des terres vierges

En lançant l'idée de la mise en valeur de terres vierges en Asie, les dirigeants de l'U.R.S.S. poursuivaient non seulement le but d'augmenter les récoltes de céréales, mais également un plan : créer de grands sovkhozes, c'est-à-dire des fermes d'Etat qui devraient, selon l'idée chère à beaucoup de dirigeants, remplacer les kolkhozes qui sont, ne fût-ce que nominalement, des coopératives des paysans. Cette idée de création de grands sovkhozes doit être rapprochée du plan de création des agrovilles, plan qui tombé à l'eau après la mort de Staline. Cette fois, l'idée fut reprise par un autre biais. Sa réalisation fut présentée comme un moyen de résoudre le problème céréalier pour le pays tout entier. Les préventions de certains savants qui prévoyaient le danger d'érosion du sol furent vaines. (Voir « Matériaux de conférence auprès de l'Académie des sciences agricoles », janvier 1955, et « Novy Mir », n° 1, 1964, article de Tchernitchenko.) La décision de Khrouchtchev et de son entourage fut irrévocable.

Pour cette campagne des terres vierges, le parti mobilisa de grandes ressources matérielles. Au détriment des terres cultivées depuis des siècles en Russie Européenne, on envoya en Asie 84 % des nouveaux tracteurs. La même chose se passa pour d'autres machines agricoles et pour les camions. Et quand on y manquait de

machines ou d'hommes spécialisés, on en prélevait une fois de plus sur les kolkhozes des autres républiques.

On a labouré en tout 40 millions d'hectares de terres vierges et on escomptait déjà que les premiers 30 millions d'hectares donneraient 1 milliard 800 millions de pouds de céréales (voir « Pravda » du 4-1-1955). Et en effet, en 1956, on a récolté, rien qu'en Kazakhstan, plus d'un milliard de pouds, mais les années suivantes, ce fut une forte chute. En 1958, le Kazakhstan n'a donné que 662 millions de pouds, en 1960 : 642 millions de pouds ; et en 1963 la récolte est tombée de 6,7 quintaux par hectare à 3,6 quintaux. L'érosion des couches supérieures de terres labourées, prédite par certains savants, commença à faire sentir ses effets. De véritables tempêtes de sable noir surgirent en Asie et atteignirent même les régions de la Volga, causant partout d'importants dommages.

Or, la mise en valeur des terres vierges était toute une épopée. Tout d'abord, elle fut présentée par la fraction dirigeante du parti comme un moyen sûr de résoudre enfin le problème céréalier et d'après les données du Bureau central de statistiques auprès du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., on y a investi 6,7 milliards de roubles Des centaines de milliers de jeunes komsomols furent enlevés à leur besogne et envoyés comme initiateurs de cette grande entreprise. On envoya également des milliers de spécialistes de toutes sortes — ingénieurs, agronomes, médecins, mécaniciens, etc... Et chaque année, pour aider à la récolte, on envoyait des dizaines de milliers d'étudiants, mobilisés dans le pays tout entier, en négligeant les frais qu'occasionnaient les déplacements de ces grandes masses humaines, sans compter le tort fait aux intérêts des mobilisés eux-mêmes.

Cette mise en valeur de terres restées incultes durant des siècles, faite en dépit du bon sens, par des moyens bureaucratiques, ne pouvait évidemment résoudre ni le problème céréalier, ni surtout, celui de la paysannerie, qui restait et reste ouvert.

Mais depuis la disparition de Staline, a-t-on entrepris quelque chose pour changer la vie des paysans et, partant, la marche des kolkhozes ?

Lors du plénum de septembre 1953, les autorités ont pris quelques mesures qui devaient, selon elles, améliorer la situation du kolkhozien. Parmi ces mesures, les plus importantes furent :

1° La diminution des normes des fournitures obligatoires des produits de l'élevage par les kolkhoziens.
2° L'augmentation des prix d'approvisionnement payés par l'Etat.
3° La distribution aux kolkhoziens prenant part au stockage des fourrages de 10 % du foin et de la paille récoltés.

4° L'abolition par l'Etat des mesures prises pour la diminution des lopins individuels des kolkhoziens et la réduction de l'élevage individuel.

Il faut cependant souligner que ces mesures se sont avérées comme très partielles, ou pas du tout réalisables. Ainsi, bien que les prix d'approvisionnement aient été considérablement augmentés, ils se sont avérés trop bas en comparaison des prix du marché libre.

La distribution de 10 % des fourrages était impraticable, car le fourrage manquait constamment dans les kolkhozes. Par contre, les kolkhoziens travaillèrent activement pour améliorer leurs lopins individuels. De cette façon, ils donnèrent encore moins de temps et d'attention aux travaux dans les kolkhozes.

Parallèlement aux mesures d'une certaine libéralisation, les dirigeants de la politique agricole prirent une série de mesures administratives tendant à renforcer le contrôle politique des kolkhoziens. Ainsi, il fut décidé de supprimer l'administration agricole de districts (« Pravda » du 11 février 1954). Pour quelle raison ?

Les socialistes (le menchévik S. Schwartz) donnent à cela l'explication suivante : *« Dans ces administrations agricoles, il y avait tout de même un esprit de zemstvo ».* Cet esprit de *zemstvo* doit être compris comme celui d'autogestion.

Cela peut évidemment se discuter, mais ce qui est certainement vrai, c'est que le district était l'organe administratif le plus proche des kolkhozes et de leur vie quotidienne. Par contre, le rôle des comités de district du parti dans l'administration fut fortement augmenté. Dans les stations de machines et tracteurs fut introduit un secrétaire spécial du comité du district du parti et dans chaque kolkhoze un *instructeur* spécial du parti. D'autre part, les agronomes des M.T.S. personnifiaient eux aussi la direction du parti dans les kolkhozes. Le parti considérait que par l'intermédiaire de M.T.S. il pouvait réellement diriger la vie des kolkhozes. Et le 29 janvier 1954, la « Pravda » écrivait que le *« M.T.S. agit maintenant non seulement en qualité de dirigeant des travaux prévus par l'accord dans les branches différentes de l'économie mais aussi en qualité de dirigeant et organisateur de la production kolkhozienne. »*

Une certaine libéralisation...

Cependant, un an plus tard, sous l'influence d'un certain dégel dans le pays, les autorités se virent dans l'obligation de diminuer quelque peu la pression administrative dans les kolkhozes. Le C.C. du parti et le conseil des ministres prirent ensemble un arrêté le 9 mars 1955 *« sur le changement de la politique, de la planification*

de l'agriculture ». Dans cet arrêté, il est dit que *« l'ordre établi par la planification, sous lequel on communiquait aux kolkhozes les plans des semailles, qui déterminait rigoureusement la nature des cultures et dans quelles dimensions il fallait semer, quel genre de bétail et en quelle quantité le kolkhoze devait élever, menait souvent à une conduite irrationnelle de l'agriculture ».*

La reconnaissance de la conduite irrationnelle des kolkhozes fut un fait important qui pouvait donner quelque espoir, mais la planification des années ultérieures montra que ces espoirs étaient sans fondement. La planification bureaucratique dans les kolkhozes continua après l'arrêté du 9 mars 1955 et continue de nos jours. Plus tard, Khrouchtchev devait parler des plaintes multiples qui furent adressées contre cette planification monstrueuse, surtout après l'année 1956, après la dénonciation du *culte de la personnalité.*

Dans le cadre d'une certaine libéralisation, il faut mentionner également la liquidation des M.T.S. avec la vente de l'équipement agricole aux kolkhozes, et cela bien que, durant un quart de siècle, les M.T.S. aient constitué le bastion principal du parti et du gouvernement à la campagne. Au plénum du C.C. de janvier 1955, Khrouchtchev disait encore que les M.T.S. étaient *« les points d'appui les plus importants de la conduite des kolkhozes dans les pays socialistes. »* (« Semitomnik », v. I, p. 480). Plus tard, lors du XX° congrès, en février 1956, il fut décidé d'augmenter le rôle des M.T.S. dans le développement de toutes les branches de la production agricole dans les kolkhozes.

Or le plénum du C.C. du parti de février 1958 prit l'arrêté *« Concernant le développement ultérieur du régime kolkhozien et la réorganisation des stations de machines et de tracteurs »* dans lequel on reconnut comme indispensable la vente des machines aux kolkhozes.

Officiellement, les autorités expliquèrent cette décision de la façon suivante : *« La réorganisation des M.T.S. est devenue possible parce que la puissance économique des kolkhozes a fortement augmenté ; ils se sont sentis en état non seulement d'acquérir les moyens techniques, mais aussi de les employer avec efficacité. »* (Voir la « Malaïa Encyclopedia », vol. 5, p. 1056.) Le même article nous donne aussi le chiffre des prix de vente de ces machines — notamment 17,2 milliards de roubles (nouveaux). Notons que ce sont des kolkhozes déjà endettés qui devaient encore payer cette somme énorme. Plus tard, après la chute de Khrouchtchev, le gouvernement fut obligé d'annuler les dettes des kolkhozes, comme nous l'avons déjà indiqué.

Entre les années 1958 et 1961, le parti pratiqua une espèce d'erzats de réunions quelque peu « démocratiques ». C'étaient des

plénums élargis du C.C. dans lesquels prirent place, à côté des grands bonzes du parti, de hauts fonctionnaires de l'administration agricole.

Lors des plénums de 1958 et 1959 on a parlé beaucoup des organismes inter-kolkhoziens et on a discuté pour et contre le renforcement des bases coopératives dans les kolkhozes. Le plénum de 1961 fut le dernier qui discuta encore quelque peu cette idée « coopérativiste » dans l'organisation de la vie kolkhozienne.

Certains observateurs, dont le menchévik S. Schwartz, donnent quelque importance à ces plénums élargis, y voyant une certaine influence des idées démocratiques qui naissaient dans le pays.

Que S. Schwartz ait eu raison ou non, dans les plénums de mars 1962 et de février 1964, on ne pouvait plus trouver ces maigres traces de démocratisation.

Au contraire, à partir de 1962 on put constater un retour décisif à une accentuation de la direction du parti dans les affaires kolkhoziennes. En effet, en 1962 eut lieu la réorganisation de la direction de l'économie agricole, par la création d'organes de direction et de commande de toutes les entreprises agricoles du pays. En mars 1962, lors du plénum agricole élargi du C.C. qui fut consacré au *« problème du parti pour l'amélioration de la direction de l'économie rurale »*, Khrouchtchev déclara : *« J'aurai voulu souligner que je parle non pas de la direction en général, mais de la direction de la production agricole. Nous avons plus qu'il n'en faut d'établissements qui effectuent la direction rurale, mais nous n'avons pas un organe de commandement de l'économie agricole, un organe qui se serait occupé de l'organisation de la production et de l'approvisionnement, un organe qui aurait pénétré dans les besoins des kolkhozes et sovkhozes, en donnant une direction à chaque entreprise séparément, en cherchant la meilleure efficacité dans l'utilisation de la terre — un tel organe n'existe pas chez nous. Il n'exista en fait à aucun moment de la durée du pouvoir soviétique. L'économie rurale était et reste peu dirigée. »* (Voir « Semitomnik », t. 6, p. 398.)

Pour effectuer cette direction de chaque entreprise agricole, furent créées des administrations de gestion des kolkhozes et sovkhozes qui devaient être responsables pour chaque kolkhoze ou sovkhoze. Et c'est Khrouchtchev lui-même qui dit dans la conclusion de son discours : *« Il existe le danger que les comités régionaux (ou des territoires) commenceront à proposer pour ces administrations les meilleurs directeurs des sovkhozes, les plus compétents présidents des kolkhozes. On ne peut emprunter cette voie »*, affirmait Khrouchtchev. (« Semitomnik », t. 6, p. 455.)

En mars 1962, lors de la réunion du Bureau du C.C. du parti pour la R.S.F.S.R., Voronov, vice-président de ce bureau, souligna dans son discours qu' *« en aucun cas il ne fallait prendre des cadres dirigeants des kolkhozes et sovkhozes »*. (« Pravda » du 28 mars 1962.) La « Pravda » du 30 mars 1962 répéta la même chose.

Dans les administrations de gestion furent introduits des organisateurs du parti, du C.C. et des Comités régionaux du parti avec un groupe d'instructeurs — pour chaque kolkhoze un instructeur, ou un instructeur pour 2-3 kolkhozes. Les administrations de district furent subordonnées aux administrations régionales et au-dessus d'elles les comités régionaux du parti avec le premier secrétaire à leur tête. De la même façon furent créés aussi les Comités des Républiques et de l'U.R.S.S.

Tout cela pour faire travailler le paysan !

La situation après Khrouchtchev

Lors du plénum de mars 1965, le premier secrétaire du Comité central d'Ukraine Chelest, s'exprima ainsi : « *C'est uniquement la foi de notre peuple en un avenir meilleur, et sa patience, qui ont pu aider à supporter les différentes expériences déraisonnables* » (compte rendu sténographique, p. 36), tandis que le premier secrétaire du Comité régional du parti de Kostroma disait que : « *Si l'on veut parler honnêtement, alors, malheureusement, durant le culte de la personnalité et durant les années suivantes, nous avons beaucoup contribué à diminuer l'amour du paysan pour la terre. Il n'est un secret pour personne,* disait-il, *que dans une série de régions de notre pays, surtout dans la zone des terres non noires, le paysan a cessé de soigner la terre ; il la délaisse, l'abandonne, demande de diminuer le lot,* etc. *La cause d'une situation tellement anormale est que, dans plusieurs régions, cette terre nourrit mal le paysan, ne lui assure pas le niveau de vie qu'il peut facilement avoir si, abandonnant la terre, il vient travailler en ville* » (compte rendu sténographique, p. 176).

Cette opinion fut confirmée par le premier secrétaire du Comité régional de Pskov qui souligna que durant les sept dernières années la population des kolkhozes de la région avait diminué presque de moitié. Sur 200.000 personnes il n'en restait que 110.000. « *Si, ultérieurement, à partir de la situation présente, la diminution des aptes au travail à la campagne continue au même rythme,* dit le secrétaire, *dans 10 ans il ne restera plus dans les kolkhozes de population capable de travailler* » (p. 142).

Cette question de la diminution de la population agricole fut traitée par d'autres participants du plénum et entre autres par le premier secrétaire du Comité central des jeunesses communistes de l'U.R.S.S., Pavlov, qui donna les renseignements suivants : « *... la population des rayons villageois, âgée de 17 à 29 ans, a diminué de 6 millions durant les dernières années. Dans beaucoup de kolkhozes, à l'heure actuelle, l'âge moyen des travailleurs est supérieur à 50 ans* » (compte rendu sténographique, p. 162).

Les participants du plénum, quoique soigneusement triés préalablement, ne manquèrent cependant pas d'indiquer que les redevances d'approvisionnement des kolkhozes ne correspondaient nullement à

leurs possibilités réelles. Ainsi, Chelest, déjà cité, déclara qu'en 1964, le plénum exigea en Ukraine 1 milliard de pouds de céréales. « *Si nous avions cédé à cet état d'esprit et avions consenti à cela, nous aurions sûrement causé la perte de l'élevage.* » Le représentant de la Russie Blanche fit remarquer que « *pour réaliser le plan d'approvisionnement, les kolkhozes devaient abattre le jeune cheptel et, qui plus est, à cause du manque de fourrage pour leur propre cheptel, ils devaient chaque année acheter des milliers de veaux auprès des kolkhoziens pour les revendre ensuite à l'Etat. Cela causait aux kolkhozes de pures pertes.* » (Compte rendu sténographique. Mazourov, premier secrétaire de Biélorussie.)

Les participants du plénum démontrèrent aussi que l'effet de la récente augmentation (*) des prix d'approvisionnement allait être annulée par l'augmentation des impôts sur les revenus des kolkhozes, de sorte que la situation ne pourrait s'améliorer.

Les dirigeants de l'Etat et du Parti se rendent parfaitement compte de ce cercle vicieux. Ils savent qu'il faut laisser vivre et respirer les paysans si l'on veut qu'ils subsistent et produisent. Mais en même temps, ils craignent de compromettre le rôle dirigeant du Parti. Et Brejnev a trouvé nécessaire de déclarer ceci au plénum de mars 1965 : « *Nous ne pouvons pas passer outre au fait que dans beaucoup de cas on déroge aux bases démocratiques du régime kolkhozien. Dans une série de kolkhozes, la grande masse des membres de l'artel se voit de facto tenue hors de la discussion et des solutions des problèmes de l'économie de l'artel.* »

Telle se présente dans l'empire soviétique la situation de la paysannerie, cent ans après l'abolition du servage et cinquante ans après la révolution d'Octobre. Cela ne donne-t-il pas matière à réflexion ?

Trois ans après ce discours de Brejnev on ne constate pas le moindre renforcement des bases démocratiques dans les kolkhozes. Bien au contraire, on peut constater de multiples cas de transformation des kolkhozes en sovkhozes par simple décision des autorités. Ainsi nous lisons dans la « Komsomolskaïa Pravda » du 23 janvier 1968 ceci : « *Le sovkhoze « Victoire d'Octobre » s'est formé il a deux ans à place d'un kolkhoze. L'utilité économique d'un tel changement n'a créé de doutes chez personne.* » Malheureusement on ne nous dit pas par qui et comment cette transformation a été décidée. On nous dit seulement que de ce sovkhoze les travailleurs s'en vont : de

(*) En effet, lors du plenum du mois de mars 1965, il fut décidé d'introduire à partir du 1er mai 1965 une augmentation de 50 % des prix d'achat du blé et du seigle payés par l'Etat aux kolkhozes et sovkhozes, vendus en dehors du plan de vente fixé (« Izvestia » du 11 avril 1965).

500 ouvriers il ne reste que 334, et de 19 jeunes gens qui ont terminé cet été, un seul reste à travailler au sovkhoze.

Et pour remédier à cet état de choses, on ne trouve pas mieux que d'envoyer aux kolkhozes et sovkhozes de tout jeunes garçons et filles qui, à la sortie des écoles, viennent s'inscrire dans des écoles professionnelles. Après les avoir inscrits on les envoie travailler obligatoirement à la campagne. Ainsi nous lisons dans la « Komsomolskaïa Pravda » du 12 janvier 1968 une réponse à une question posée à ce sujet par un professeur de l'école professionnelle n° 2 de la ville d'Orsk : *« Oui, on les recrute et, sans les avoir inscrits, on les envoie aux kolkhozes et aux sovkhozes. C'est déjà un système »*. Dans le même article on parle d'un autre cas similaire qui eut lieu à l'école professionnelle n° 4 de la ville de Sipferopol. Un cas à peu près semblable est signalé dans la « Komsomolskaïa Pravda » du 25 janvier de la ville de Barnaoul. En un mot on envoie travailler des adolescents à la campagne à titre obligatoire et *cela non sous Staline, mais en 1968.*

Et de nouveau pour nième fois on recommence de vieux contes sur la manière d'organiser le travail à l'intérieur des kolkhozes et sovkhozes comme si tout se faisait de la même façon que l'on place les participants d'un orchestre. Ainsi, tout récemment, on trouve de nouveau dans la presse des éloges de l'organisation des kolkhoziens par groupes ou maillons de production. Dans la « Komsomolskaïa Pravda » du 24-2-68 on lit que *« la pratique des dernières années a montré que la forme d'organisation de la production par maillons, en se perfectionnant, peut donner de meilleurs résultats »* et que *« les spécialistes proposent de réunir les maillons, non en brigades, comme auparavant, mais en quartiers, sans ôter l'indépendance aux membres des maillons et en leur laissant la possibilité de se manifester constamment sur la surface de terre qui leur est affectée »*.

Cependant, dans la « Komsomolskaïa Pravda » du 31-1-68, on lit sur le même sujet que *« ... en son temps, dans notre région il existait 120 maillons organisés mais, quelques mois plus tard, il n'en restait qu'un seul »*. Il paraîtrait d'après l'auteur de l'article que ce mode d'organisation demande un haut degré de conscience, une connaissance de la technique agricole, une connaissance de toutes les machines et des mécanismes qui sont affectés au maillon.

Or, malgré tous ces échecs, le travail par maillon devient, semble-t-il, pour le moment, la nouvelle marotte de la politique paysanne. On peut se demander jusqu'à quand ?...

Et maintenant ?

D'aucuns ont voulu prétendre que depuis 1966 la situation des kolkhoziens s'est considérablement améliorée. et cela parce que depuis le mois de juillet de la même année les kolkhoziens devaient obligatoirement recevoir un salaire s'approchant du salaire des travailleurs des sovkhozes, c'est-à-dire des fermes d'Etat.

En effet, si jusqu'à présent la rémunération du travail du kolkhozien était ou nulle ou aléatoire, actuellement, si cette loi était appliquée et si les budgets des kolkhozes le permettaient, le kolkhozien devrait recevoir quelque chose pour son travail. Cela serait mieux que rien.

Quant à ceux qui voudraient prétendre que les kolkhoziens ont acquis les derniers temps une certaine indépendance par rapport aux présidents des kolkhozes, nous leur citerons un article publié dans les « Izvestia » du 26 mars 1967. L'auteur, une certaine B. Olkhovskaïa, présente un président de kolkhoze sous le nom de Siline dont les kolkhoziens, dans une lettre ouverte, ont dit : *« tout notre labeur est freiné par notre président. Il est grossier avec tout le monde, même avec des femmes, emploie des paroles qu'on serait gêné de citer ; il peut aussi donner des coups »*.

Or, les auteurs de cette lettre ouverte auraient voulu utiliser leur droit d'élire un autre président. Mais, dit l'auteur de l'article, le président du Comité exécutif du rayon, étant présent à la réunion des kolkhoziens, dit *« à l'heure actuelle, on ne peut pas faire cela, car, premièrement, la réunion est convoquée pour entendre un rapport et non pas pour l'entendre et puis faire des élections, et, deuxièmement, Siline (le président en question) est inscrit à la « nomenclatoura »*.

La nomenclatoura, nouvelle noblesse ?

Or, qu'est cette « nomenclatoura » dont on entend parler de plus en plus fréquemment ?

D'après le Dictionnaire Encyclopédique, T. 2 de 1954, la nomenclatoura, c'est la liste des fonctions des cadres qui est confirmée par un organisme responsable donné, par exemple, par un ministère.

Quant au Dictionnaire de la langue russe, t. III de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. pour l'année 1958, il donne la notion de

« nomenclatourny rabotnik » (fonctionnaire inscrit à la nomenclatoura) — un fonctionnaire nommé personnellement par une instance supérieure.

En somme, la nomenclatoura est une sorte de registre de noblesse fonctionnelle dont les membres peuvent agir à leur guise, ayant été personnellement *nommés*. Et les présidents à la Siline, couverts par la « nomenclatoura » réalisent à leur façon la *« démocratie kolkhozienne »* et sont intouchables. Faut-il s'étonner alors qu'au lieu de chanter victoire la Direction centrale soviétique des statistiques est obligée de dire dans son rapport sur l'exécution du plan d'Etat en 1967 (v. « Monde » du 25-1-68) que la récolte des céréales a accusé une chute de 23,6 millions de tonnes par rapport à l'année précédente ? Constatons que cette même Direction des statistiques se garde d'indiquer les raisons de cette chute.

Deux sous d'espoir ?

Mais tournons-nous vers les thèses du C.C. du Parti communiste de l'U.R.S.S. publiées à l'occasion des « 50 années de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre ». Elles sont analysées dans un article de N. Saouchkine, agrégé ès sciences historiques, publié dans la « Selskaïa Jizn » (Vie des Campagnes) du 13 août 1967. L'auteur de cet article nous dit que *« les derniers temps, le Parti et le gouvernement ont résolu une série de problèmes des plus importants pour rapprocher les conditions de rémunération du travail des kolkhoziens des conditions qui existent dans les entreprises d'autres branches de l'économie nationale. Une rémunération mensuelle garantie du labeur des kolkhoziens a été introduite, en rapport avec le niveau des salaires des ouvriers des sovkhozes pour des travaux correspondants »*. Un régime unique des pensions pour les kolkhoziens a été adopté, nous dit également l'auteur. Il confirme aussi qu' *« à l'heure actuelle le développement de l'économie publique n'a pas encore atteint un niveau tel qu'on puisse par ces moyens satisfaire tous les besoins personnels des kolkhoziens, qu'une des sources des revenus de la population campagnarde sera représentée encore longtemps par les lopins individuels »*, et que *« dans le pays ont été rapportées les restrictions non fondées qui avaient été introduites dans l'économie individuelle des kolkhoziens. Utilisés dans des limites raisonnables, ces lopins,* nous dit l'agrégé ès sciences historiques, *ne signifient nullement un retour vers l'économie privée, comme le disent certains journaux bourgeois, mais constituent une réserve supplémentaire* (!) *pour le ravitaillement de la population du pays en produits d'alimentation... »* C'est dire que l'agrégé Saouchkine reconnaît ce

que nous avons dit ci-dessus et maintes fois prouvé par des textes et des chiffres quant à l'économie individuelle paysanne.

Mais plus loin le même Saouchkine raconte des choses plus instructives encore et notamment ceci : *« à la campagne ont été abaissés les prix de détail pratiqués pour les marchandises industrielles et alimentaires jusqu'au niveau des prix qui se pratiquent dans les villes »*.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela montre qu'outre le fait que le kolkhozien n'était presque pas payé pour son labeur, les mêmes marchandises coûtaient *obligatoirement* plus cher à la campagne qu'en ville. Cette reconnaissance de faits incroyables constitue vraiment une nouveauté.

Notre agrégé nous dit aussi que les prix de gros ont été unifiés pour les entreprises industrielles et pour les kolkhozes pour l'achat des machines et des pièces détachées.

Cela veut dire que pour les mêmes marchandises industrielles, les kolkhozes payaient plus cher que les usines. Pourquoi cela ? En vertu de quel principe marxiste ou socialiste, si ce n'est en vertu de l'affirmation cynique de Staline déclarant que l'U.R.S.S. n'ayant pas de colonies, ce sont les paysans qui constituent le fonds à exploiter.

Perspectives

Quelles sont les perspectives pour le paysannat soviétique ?

Il nous semble évident que les perspectives pour les paysans ne peuvent pas être séparées des perspectives politiques et économiques du pays tout entier. Or, vers quoi va le pays, un demi-siècle après Octobre ? Trouvera-t-il la force créatrice pour se frayer un chemin vers une certaine forme de démocratie laborieuse et populaire ou s'installera-t-il définitivement dans une autocratie bureaucratique et même terroriste ? La classe ouvrière soviétique, considérablement augmentée numériquement, et qui englobe une jeunesse scolairement plus lettrée que l'ancien prolétariat d'avant Octobre, mais qui, par contre, a grandi dans l'absence d'enseignement démocratique —

pourra-t-elle avoir une influence libératrice sur la société soviétique qui, elle, a tendance à se figer dans un état d'inégalité chronique ? Et cette classe ouvrière et l'intelligentsia technique qui matériellement vivent relativement mieux que les paysans, vont-elles avoir un élan de solidarité envers cette misérable classe opprimée ? Vont-ils avoir aussi assez de clairvoyance pour comprendre qu'aucune économie ne serait en état de supporter indéfiniment un pareil gaspillage agricole, quand un secteur de 215 millions d'hectares kolkhoziens est désavantageusement en compétition avec les 6 millions d'hectares du secteur privé ?

En outre, la fuite des jeunes hors de la campagne diminue non seulement numériquement la paysannerie, mais enlève à la campagne la partie la plus active de la population, ce qui tend à détruire la relève paysanne même, et doit nécessairement créer une situation insupportable sur le front agraire.

Or, la paysannerie est non seulement numériquement diminuée, mais elle souffre aussi d'un manque catastrophique de population masculine adulte, avec toutes les conséquences démographiques corollaires qui en découlent. Quelle attitude peut-elle opposer à la bureaucratie de l'Etat et du parti si ce n'est une résistance passive, qui gêne considérablement les plans de l'Etat, mais qui est nulle au point de vue créateur ?

Ne peut-on craindre que l'Etat et le parti ne fassent encore un effort pour transformer tous les kolkhozes en sovkhozes, fermes d'Etat incontestables ? Ce serait l'accomplissement du rêve suprême de tous ceux pour qui la paysannerie est une classe sinon à abattre, du moins à utiliser comme objet et arme de l'industrialisation et de la construction d'un socialisme totalitaire.

Ne peut-on, par contre, rêver d'une perspective plus humaine, avec une transformation des kolkhozes en organisations coopératives véritables, fédérées, libérées du joug de l'Etat et du Parti, et faisant une véritable alliance avec la classe ouvrière et l'intelligentsia des villes ?

La vitalité de la nouvelle classe dirigeante dans le pays, la résistance sourde qu'elle oppose à toutes les tentatives de libéralisation, et la situation internationale aggravée par l'apparition sur la scène politique d'un Etat stalinophile comme la Chine actuelle, empestant le climat soviétique, assombrissent malheureusement la possibilité de perspectives plus humaines.

AVRIL-MAI 1968

SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS

2e Série n° 24

Directeur-Gérant
René LEFEUVRE
ARC. 37-50

5, rue Ste-Croix
de la Bretonnerie
Paris IVe

SERIE A.

1. Jean JAURES. — L'Eglise et la Laïcité ..... F 1,—
3. Charles ALLIGIER. — Socialisme et Bolchevisme ..... F 1,50
4. Rosa LUXEMBOURG. — La Révolution Russe ..... F 1,50
5. R. LEFEUVRE. — La politique communiste (Ligne et Tournants) F 1,50
6. Jean COTEREAU. — L'Eglise a-t-elle collaboré ? ..... F 1,50
7. Rosa LUXEMBOURG. — Marxisme et Dictature ..... F 1,50
8. JAURES et LAFARGUE. — Idéalisme et Matérialisme ..... F 1,—
13. Victor SERGE. — Le nouvel Impérialisme russe ..... F 1,50
15. M. Yvon. — Ce qu'est devenue la Révolution russe ..... F 1,50
16. Z. ZAREMBA. — La Commune de Varsovie ..... F 1,50
17. Jean COTEREAU. — Le Complot clérical (synarchie) ..... F 1,50
18. P.-L. TOMORI. — Qui succédera au capitalisme ? ..... F 1,50
19. Rosa LUXEMBOURG. — Réforme ou Révolution ? ..... F 3,—
20. A. FERRAT. — Révolution soviétique et Troisième Internationale F 1,—
21. Rosa LUXEMBOURG. — Grève générale, Parti et Syndicats .... F 2,50
22. Karl KAUTSKY. — Les trois sources du marxisme (en réimpression) F 1,50
23. Anton CILIGA. — Lénine et la Révolution ..... F 1,50
24. Jean JAURES. — Le Manifeste communiste et Marx et Engels .. F 1,—
25. Berthe FOUCHERE. — La Vie héroïque de Rosa Luxembourg .... F 1,50
27. MARX et ENGELS. — Le Manifeste communiste ..... F 1,—
28. PLEKHANOFF. — La Conception matérialiste de l'Histoire ..... F 1,50
29. Paul LAFARGUE. — Le Droit à la paresse ..... F 2,—
30. DAN et MARTOV. — La dictature du prolétariat ..... F 1,50
31. Paul CLEREY. — La cinquième colonne (communiste) ..... F 1,—
32. HAGANOV. — Le Communisme et les Juifs ..... F 1,—
33. S. LABIN. — La Conspiration communiste (liberté aux liberticides ?) F 1,50
34. Roland MAREUIL. — Les contradictions du parti communiste .... F 1,50

SERIE B

2. Jean JACQUES. — Vie et mort des Corporations ..... F 3,—
3. M. DOMMANGET. — Révolution et Drapeau rouge en 1848 ..... F 3,—
4. MARX et ENGELS. — Programme socialiste de Gotha et d'Erfurt F 2,50
5. Rosa LUXEMBOURG. — Vie héroïque. Lettres de la Prison. La Révolution Russe. La Responsabilité historique ..... F 3,—
6. Robert LOUZON. — L'Ere de l'Impérialisme ..... F 2,50
7. D. MACDONALD. — Partir de l'Homme (Au-delà du Marxisme) .. F 3,—
8. Lucien LAURAT. — Déchéance de l'Europe ..... F 2,50
9. Sylvain WISNER. — L'Algérie dans l'impasse ..... F 3,—
10. DOMMANGET. — Jacques Roux, curé rouge (les « Enragés » 1793) F 2,50
11. Ida METT. — La Commune de Cronstadt 1921 ..... F 2,50
13. Jules GUESDE. — Collectivisme et Révolution ..... F 2,50
14. VINATREL. — L'U.R.S.S. concentrationnaire - Travail forcé .... F 2,—
15. PRUDHOMMEAUX. — Spartacus, Commune de Berlin 1918-1919 .. F 3,—
16. JAURES. — Commentaire, controverse et discours ..... F 3,—
17. Maurice DOMMANGET. — Sylvain Maréchal, l'égalitaire ..... F 15,—
18. JAURES et GUESDE. — Les deux méthodes - Le Socialisme .. F 2,50
19. David ROUSSET ... dénonce les camps soviétiques ..... F 2,—
22. Sol FERRER. — La vie et l'œuvre de Francisco Ferrer ..... F 6,—
23. A. ROSSI. — Le pacte germano-soviétique (l'Histoire et le Mythe) F 3,—
25. Denis HEALEY. — « Front Populaire » derrière le Rideau de Fer F 3,—

LES EGAUX : les cinq broch. 2,— F

1. Victor SERGE. — La tragédie des écrivains soviétiques ..... F —,40
2. J. MALAQUAIS. — Le nommé Aragon, patriote professionnel .. F —,40
3. Léon BLUM. — Révolution socialiste ou Révolution directoriale F —,40
4. LENINE. — Testament politique ..... F —,40
5. M. DOMMANGET. — La Commune et les Communards ..... F —,80

HORS SERIE

1. Neel DOFF. — Une fourmi ouvrière (roman) ..... F 4,—

Adresser les commandes à : Librairie LA VIEILLE TAUPE
1, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris Ve - C.C.P. 1.126-11 Paris

Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris XIIe